

CAHIER SPÉCIAL VOTRE AUTO

12
PAGES



Le temps des mécanos amateurs est bien révolu. Entretien d'une auto est devenu l'affaire de professionnels, de spécialistes.

Même les mécaniciens traditionnels ont peine à suivre le rythme. **Cahier B**

LE QUÉBEC

Une alliance historique entre le Bloc et le Parti québécois

Le conseil national du PQ a unanimement décidé hier à Montréal d'appuyer les candidats du Bloc québécois aux prochaines élections fédérales. **A-4**

LE SPORT

Buffalo a raison de Patrick Roy et l'emporte 5-4



Boston, Pittsburgh et les Rangers mènent 2-1 dans leur série après des victoires respectives de 6-3 à Hartford, 4-3

au New Jersey et 6-0 à Landover. Malgré une autre performance inquiétante de son gardien de but Patrick Roy qui a contribué à sa défaite d'hier soir à Buffalo, le Canadien mène deux victoires contre une. **S-2 à S-4**

Santé PLUS

Le pacemaker, un ordinateur implanté sous la peau

Le cardio-stimulateur dont sont porteurs plus de 10 000 Québécois a connu de prodigieux développements est maintenant une sorte d'ordinateur miniaturisé. **C-1**

L'INDEX

GÉNÉRAL

Annonces classées	C-6 à C-11
Automobile	Cahier B
Arts	C-4, C-5 et C-14
Michel Corbeil	A-4
Décès	C-12 et C-13
Éditorial	A-8
Information générale	A-3 à A-5 et C-15 et C-16
Le Livre	C-4
Le Monde	A-6 et A-7
Où aller à Québec	C-14
Politique	A-4
Québec et l'Est québécois	A-9 et A-10
Santé plus	C-1 à C-3

TABLOID

Bandes dessinées	S-18
Bridge	S-17
Ce soir à la télé	S-19
Feuilleton	S-19
Mots croisés	S-17
Mot mystère	S-17
Sport	S-1 à S-17

LA MÉTÉO

Généralement ensoleillé en matinée. Ennuagement en fin de journée. Maximum de 13 à 17 et minimum de 2 à 5. Demain: pluvieux. **S-20**

Plus de 5 millions \$ de dégâts à Beauceville Une des pires crues depuis 1957

La ville de Beauceville a subi en fin de semaine le gros coup d'eau printanier de la rivière Chaudière, une des plus fortes crues qu'on ait vues depuis 1957.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Depuis 3 h dimanche, le boulevard Renault, l'artère principale de cette municipalité de 4000 âmes, est envahie d'eau boueuse, aux effluves d'essence, sur une longueur de deux kilomètres.

La débâcle, survenue à Notre-Dame-des-Pins, située à trois kilomètres en haut de Beauceville, a forcé entre 300 et 500 Beaucevillois à abandonner leur logis en l'espace de dix minutes. Ils se sont tous réfugiés chez des parents, au centre hospitalier ou à l'école de Léry.

Entre 3 h et midi hier, près de 120 riverains ont été secourus en chaloupe par quelque 80 secouristes de Saint-Georges,

Beauceville et de la Sécurité civile.

Une soixantaine de résidences et une trentaine de commerces inondés ont dû être évacués alors qu'une quarantaine d'automobiles ont été englouties par les glaces. Les dommages varient entre 4 et 6 millions de dollars.

La Sûreté du Québec surveillait la circulation sur la route 173, partiellement bloquée par les eaux tumultueuses, entre Saint-Joseph et Beauceville. La circulation était déviée sur la 277. Un hélicoptère de l'armée et un autre d'Environnement-Québec survolaient régulièrement le territoire.

Suite A-2, Inondation...

Autre texte en page A-3

L'Environnement pas consulté Le Québec prête 7 millions \$ pour le projet Labco

Sans le feu vert du ministère de l'Environnement, le gouvernement du Québec vient de s'engager financièrement dans le projet Labco, une usine pétrochimique qui présentera un impact environnemental important pour la région de Saint-Romuald.

par GUY DUBÉ
LE SOLEIL

Le gouvernement québécois octroiera en effet un prêt sans intérêt de 7 millions \$, payable en l'an 2012, à la société espagnole Petresa et à la Société générale de financement (SGF), qui se partagent respectivement 70 et 30 % des actions de Labco.

C'est le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la

Technologie (MICT), Gérald Tremblay, qui a recommandé l'aide financière gouvernementale, le 12 février, sans même que le ministre de l'Environnement (MENVIQ) n'ait donné son feu vert pour la réalisation du projet.

«Pire encore, le MICT sait pertinemment que l'usine Labco, qui produira et entreposera de l'alkylbenzène (une substance hautement cancérigène), aura un impact dans l'environnement de Saint-Romuald», laissent entendre deux officiers du MICT, dans une lettre datée du 12 décembre dernier et dont LE SOLEIL a obtenu copie. Ces officiers estiment qu'il est maintenant du ressort du MENVIQ de poursuivre le suivi du dossier «qui, nous le reconnaissons, présentera un impact environnemental important pour la région considérée».

Audiences publiques ?

Un ingénieur du ministère de l'Environnement du Québec estime que le gouvernement a encore une fois mis la charrue devant les boeufs et place le MENVIQ dans une situation l'obligeant presque à accepter le projet.

Selon Richard Latraverse, vice-président de l'Association des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ), la future usine pétrochimique de Saint-Romuald devrait être assujettie à des audiences publiques, en vertu de l'article 2-s de la Loi sur la qualité de l'environnement; cet article rend obligatoire la tenue de telles audiences lorsque la capacité d'entreposage des réservoirs d'une usine dépasse 10 000 kilos/litres (10 millions de litres). Or, d'après M. Latraverse, c'est 25 000 kilos/litres de produits chimiques qui pourraient être entreposés sur le terrain de 4,8 millions de pieds carrés prévu à cet effet dans le parc industriel de Saint-Romuald.

Suite A-2, Labco...



C'est tout ce qu'il reste du stationnement de Place Beauceville. À l'arrière, le boulevard Renault, envahi par la Chaudière.

SPÉCIAL LE SOLEIL

Bophuthatswana: une «république de banane» paria

MMABATHO, Bophuthatswana, Afrique du Sud — Étonnante «république de banane» que le Bophuthatswana, l'un des bantoustans ou *homelands* créés par Pretoria pour servir de foyer national aux Tswanas, l'une des ethnies noires d'Afrique du Sud.

DERNIER DE 3
par RENÉ BEAUDIN
LE SOLEIL

C'est le plus performant des *homelands*, le plus prospère aussi, le plus riche. Pourtant il lui manque l'essentiel: la reconnaissance internationale. Aucun pays, hormis l'Afrique du Sud, ne reconnaît le Bophuthatswana. Les bantoustans sont des parias.

«C'est parce que l'ANC de Nelson Mandela veut nous faire passer pour une république de bananes», explique au SOLEIL M. Woodfield Sephoti, un fonctionnaire du minis-

tère de l'Information, à Mmabatho, la petite capitale. «Ce qui est évidemment faux», ajoute-t-il.

Pourtant en 1988, des parachutistes sud-africains ont ramené au pouvoir l'actuel président Mangope renversé par l'armée.

N'est-ce pas là une «inacceptable ingérence» de l'Afrique du Sud dans les affaires internes d'un État souverain? «Ce n'est pas si simple», explique M. Sephoti. «M. Mangope est un président élu et la milice n'a pas le droit de le renverser», dit-il. Selon lui, les miliciens de la République



voulaient mettre au pouvoir l'un des chefs de parti mécontent du résultat des dernières élections. «Les élections ont été impeccables. Il y a peut-être eu des erreurs. Mais il n'y a pas eu de fraude», soutient-il.

«D'ailleurs, affirme-t-il, pour clore le débat, l'Afrique du Sud ne subventionne que 6 % du budget de la République». Le Bophuthatswana est en effet le plus auto-suffisant des *homelands*. Son sous-sol est riche. Il renferme plus de tiers des réserves mondiales de platine. La faillite du «développement séparé» y est moins visible que dans les autres *homelands*.

Suite A-2, République...

Autre texte en page A-6

LES BELLES OCCASIONS...



ANNONCES CLASSÉES, pages C-9, C-10 et C-11

Suites de la première page

République...

Souveraineté ambiguë

Disons qu'il y a quelque chose d'ambigu dans cette souveraineté ni sollicitée par un pouvoir reconnu, ni confirmée par un référendum. La citoyenneté tswana est répudiée par 500 000 des 1,3 million de tswanas de la République qui réclament, dit-on, la citoyenneté sud-africaine, depuis le putsch de 1988 mais aussi depuis la fin de l'apartheid.

Ces chiffres, s'ils sont vrais, en disent long sur la légitimité de l'État, sur les conditions de vie dans la République ou encore sur les espoirs nés de la fin de l'apartheid. L'engouement, cependant, se serait atténué depuis l'éclatement de la « guerre civile » entre les Zoulous et les Xhosas, les deux plus grandes ethnies noires d'Afrique du Sud.

Le Bophuthatswana n'est pourtant pas une tyrannie. C'est un pays qui fonctionne sur des règles de droit qu'environ ou envieraient les libéraux et démocrates de bien des pays dit « normaux » parce que leur indépendance dépend de la décolonisation et non de la politique de « développement séparé » du gouvernement de Pretoria. Le régime est officiellement multipartite. Son fonctionnement n'est pas exemplaire, dit-on, mais il laisse beaucoup de place aux dissidences et au pluralisme des idées.

« Il y a de la corruption. Mais le régime lui-même n'est pas corrompu ou en tout cas pas trop », affirme M. George Bezuidenhout, directeur général des finances de la firme Sefalona, une agence qui administre les fonds de pension public et privés du pays et dont 50 % du capital de 850 millions \$ proviennent de l'État.

« Ce n'est pas ici que le chef de l'État peut financer, à même sa fortune personnelle, la construction d'une basilique plus grande que Saint-Pierre-de-Rome », ajoute-t-il. Le président Mangope n'a peut-être pas les moyens de se payer une super-basilique, mais le pays se dote quand même d'un immense stade sportif capable, dit-on, d'accueillir 78 000 personnes. Le chiffre semble énorme. Le chantier n'est quand même pas si vaste. Mais si ce chiffre est juste, il n'est pas sûr que la totalité de la population de la petite capitale suffise à le remplir.

Une vitrine de l'apartheid

Mais qu'importe ! Il n'y a rien de trop beau ou de trop gros pour une vitrine. Et Mmabatho se veut la vitrine du Bophuthatswana, comme le Bophuthatswana se veut la vitrine du « développement séparé ».

Mmabatho est une ville-champignon en pleine effervescence, un immense chantier. En plus du stade sportif, on y construit un hôtel du gouvernement, des immeubles à bureaux, des centres commerciaux tout près d'un campus universitaire modeste mais élégant. L'architecture est audacieuse mais pas tape-à-l'oeil. Mmabatho est essentiellement une ville administrative et académique. La grande richesse, mais aussi la grande pauvreté en sont absentes ou presque.

Évidemment, de la « vitrine », on ne voit pas toute la boutique, dont l'immense bidonville de Winterveld, au nord de Johannesburg. On n'y voit pas non plus ce lieu de débauche qu'est Sun City. Dans ce pays puritain qu'est l'Afrique du sud et où les races sont ou étaient séparées en partie parce que Dieu le voulait ainsi, les casinos sont interdits. Mais le Bophuthatswana est un État souverain et un État souverain peut tout faire, comme l'Assemblée nationale du Québec, sauf changer un homme en femme. Et encore le pourrait-il, il n'est pas sur qu'il le veuille. Sun City est aussi le bordel de l'Afrique du Sud. Jusqu'à tout récemment, les rapports sexuels inter-raciaux en RSA étaient interdits. Le Bophuthatswana est ou était la destination de prédilection de tous ceux et celles — quelques milliers par semaine, dit-on, — qui veulent goûter au fruit défendu. Mais le Bophuthatswana est un État souverain et il a banni l'apartheid sur son territoire.

Le Bophuthatswana, si l'on peut dire, est une « république de bananes » qui prend racines. Il doit son existence à l'apartheid. Mais on y apprend aussi à gouverner. Avec ou sans consentement massif et explicite des gouvernés, le Bophuthatswana devient une entité politique avec laquelle la nouvelle Afrique du sud devra compter. On y crée des « faits accomplis » irréversibles. On y entend de plus en plus le mot « fédéralisme » depuis la fin de l'apartheid à cause du risque de guerres ethniques que fait peser la rivalité entre les Xhosas et les Zoulous. Jusqu' alors seuls les Blancs parlaient de fédéralisme.

Relève...

précédant les week-ends du 5 et du 12 mai. Le dimanche soir, les réseaux CTV dans l'ensemble du Canada et Quatre-Saisons au Québec, consacreront une émission spéciale d'une heure à la question et des lignes téléphoniques spéciales permettront à tous les citoyens de faire connaître leur opinion.

C'est la première offensive majeure, qui sera suivie par plusieurs autres, largement initiée par les milieux d'affaires et les professionnels de Toronto, et l'éditeur du Financial Post en particulier, John Godfrey.

Un proche conseiller du premier ministre de l'Ontario a confié hier que ce « Projet Nouveau Canada » a été lancé l'automne dernier lorsqu'il s'est avéré que les opinions publiques du Canada anglais et du Québec devenaient de plus en plus irréconciliables. La Chambre de commerce du Canada a participé au lancement de l'opération. Plusieurs grandes entreprises du pays doivent contribuer 200 000 \$ au financement de l'opération de mai.

Les encarts offerts à tous les journaux du pays développeront cinq options constitutionnelles, de façon très factuelle promet-on, et traiteront de la montée du régionalisme au Canada, des droits de la personne, de la prospérité, et des scénarios qui se présentent aux divers gouvernements. Si l'opération ressemble aux campagnes lancées par le Conseil pour l'emploi et le commerce en faveur du libre échange, pendant la campagne électorale de l'automne 1988, sa base semble beaucoup plus large puisqu'elle inclut des professionnels préoccupés

par la situation politique actuelle. « On n'a rien contre la Commission Spicer, de préciser un proche de Bob Rae, mais il est temps d'élever un peu le niveau du débat ». On sait que les opinions recueillies par le Forum des citoyens sont très négatives et ne conduisent pas à des propositions très concrètes.

Le fait que l'opération parte de Toronto n'est pas surprenante non plus puisque le premier ministre néo-démocrate de la province multiplie lui-même les ouvertures au Québec et tente de convaincre l'élite ontarienne, des affaires en particulier, de prendre au sérieux le besoin d'accueillir les revendications du gouvernement Bourassa. Si M. Rae n'a pas encore été plus loin, au Québec en particulier, c'est qu'il doit vaincre la résistance qui se manifeste au sein même de son cabinet, et parmi les milieux financiers de Bay Street.

Dans l'entourage de Bob Rae, on ne fait pas mystère, et cela a été dit hier à Victoria au cours de réunions privées avec des représentants des milieux d'affaires de tout le Canada, « les relations de l'Ontario avec les huit autres provinces anglaises du pays ne sont pas sacrées, mais l'Ontario fera n'importe quoi pour protéger ses relations économiques avec le Québec ».

En fait, les conseillers du gouvernement néo-démocrate citent littéralement en exemple certaines réformes économiques des gouvernements du Québec et tentent de faire comprendre aux gens de Toronto que le rapport Allaire, du Parti libéral du Québec, est avant tout une proposition de réforme économique du fédéralisme canadien. C'est un discours entièrement nouveau pour l'Ontario, surtout si on le compare à l'attitude du gouvernement libéral de David Peterson, plus attaché à la vision classique de Pierre Elliott Trudeau. Si la réception dans l'Ouest reste très sceptique, elle semble plus intéressée dans les Maritimes où on veut garder des liens avec les métropoles de Toronto et Montréal.

Mais l'humeur change dans l'Ouest également : hier à Vancouver, un groupe d'hommes d'affaires très influents s'est réuni pour mettre sur pied un groupe de travail visant à développer une position de négociation commune de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Les deux provinces ensemble auraient en effet un poids démographique égal à celui du Québec. Ces hommes d'affaires sont prêts à investir de l'argent dans l'opération et vont se doter de lignes 1-800 pour éduquer, eux aussi, les opinions publiques de l'Ouest actuellement très négatives à l'égard du Québec.

Il ressort de toutes ces opérations, où les milieux d'affaires semblent devoir jouer un rôle important, une volonté de venir à la rescousse d'un gouvernement fédéral peu crédible. C'est exactement ce qui s'est passé pendant la campagne de 1988 où les mêmes milieux ont littéralement rescapé le gouvernement conservateur de Brian Mulroney en « vendant » son projet de libre-échange avec les États-Unis.

Labco...

L'attachée de presse du ministre Pierre Paradis a admis que les réservoirs de Labco seront soumis à des audiences publiques si leur capacité totale dépasse 10 000 kilos/litres. Le MENVIQ n'a même pas encore reçu les plans et devis de l'usine pétrochimique, précise Sylvie Marier. Le ministre ignore donc si l'article 2-s s'appliquera, mais il peut en tout moment décréter de telles audiences publiques, continue-t-elle.

Une étude de répercussions environnementales du projet Labco, préparée par la firme Lavalin Environnement, a été remise au MENVIQ le 11 février. Il manque des éléments comme les plans et devis et le ministre ne peut pas donner son feu vert.

L'usine Labco de Saint-Romuald représente un investissement de 110 millions \$. Ce projet créera 72 emplois permanents. L'usine produira des détergents industriels et commerciaux à partir d'un dérivé du pétrole, soit du benzène mélangé à de la paraffine dans un réacteur. Elle sera érigée près des installations d'Ultramar et utilisera son port. Les travaux de construction doivent normalement débuter au mois de juin.

Inondation...

Aucun accident n'a été signalé. Le courant a dû être coupé dans le secteur du centre-ville, envahi par un à trois mètres d'eau, afin d'éviter tout incendie. Un feu a éclaté dans une maison mais a été rapidement contrôlé.

Au moment d'écrire ces lignes, la Sécurité civile du Québec surveillait la situation en aval de Beauceville, où une embâcle de trois kilomètres persiste depuis samedi, entre le pont et le secteur des Deux rochers. Un mouvement des glaces, dont l'épaisseur atteint jusqu'à trois pieds, a toutefois été observé sur l'heure du souper hier, et ce sur une longueur d'un kilomètre. L'orage qui s'est abattu sur la région pourrait toutefois entraîner un débordement dans les villes les plus proches, soit Saint-Joseph et Vallée-Jonction.

Déjà, par mesure préventive, cinq familles de Saint-Joseph ont été évacuées et une quinzaine d'autres restent en état d'alerte. Les villes de Saint-Georges et de Notre-Dame-des-Pins seront épargnées puisque l'eau circule librement. A Saint-Marie, Scott-Jonction et Saint-Lambert, la situation était qualifiée de stable mais restait sous constante surveillance.

Selon Normand Bergeron, de la Sécurité civile du Québec, si le niveau d'eau de la Chaudière a baissé de deux pieds depuis le coup d'eau d'hier matin, la situation reste néanmoins critique, à cause de la pluie et du temps chaud (5° Celsius), favorisant le ruissellement des affluents.

Les météorologues prévoient beaucoup de pluie, de la brume et du temps doux pour la Beauce (min 5° Celsius, max 14° et 16° Celsius), et ce jusqu'à mercredi. Déjà, en fin de journée, la Chaudière se gonflait et

on s'attendait à un autre coup d'eau cette nuit. Il n'est toutefois par question d'ouvrir les vannes du barrage du lac Mégantic pour évacuer le surplus d'eau du bassin, en amont de la ville. Mais on a actionné sporadiquement celles du barrage de la Sartigan, à Saint-Georges, afin de minimiser l'impact sur le débit d'eau de la Chaudière.

Le pro-maire de Beauceville, Alain-d'Anjou Lessard, prend la situation avec calme. « Ce n'est pas un pied de plus ou de moins qui va nous énerver. Avant de déclarer Beauceville zone sinistrée, on va stabiliser le niveau de la Chaudière et étudier les programmes d'aide », dit-il.

La situation s'aggrave ailleurs sur la rive sud

En soirée hier, la situation s'aggravait aux abords de certaines rivières de la rive sud du fleuve. À Saint-Joseph de Beauce, cinq familles ont été évacuées par mesure de sécurité, et la Sécurité civile du Québec prévoyait que d'autres gens le seraient également, en fin de soirée ou au cours de la nuit dernière. Bien que personne n'était en danger, hier soir, ces mesures préventives ont été prises pour des raisons de protection.

par ROCH DESGAGNÉ
LE SOLEIL

L'alerte prévalait toute la soirée et les équipes de sécurité comme la population riveraine de la Chaudière dans le secteur de Saint-Joseph étaient sur le qui vive, au cas où les glaces céderaient en aval, signalait Marc Lavallée de la Sécurité civile.

Par ailleurs, dans l'ensemble du territoire Chaudière-Appalache, on ne rapportait rien d'alarmant en fin de journée, même si les niveaux d'eau étaient élevés et gonflaient continuellement.

À Beauceville, l'embâcle tenait toujours et le niveau d'inondation s'était accru sensiblement hier soir, en même temps que le débit de la rivière s'accélérait.

Les spécialistes prévoyaient

deux possibilités, soit que l'embâcle décolle ou qu'elle fonde sur place.

Il y avait toujours 500 personnes évacuées dans ce secteur de la Beauce, et l'on prévoyait vider un chalet à Saint-Lambert. Les équipes de sécurité demeuraient sur un pied d'alerte également à Vallée-Jonction et Sainte-Marie.

La situation s'était également empirée sur la rivière Matane en Gaspésie, rapportait la SQ de Rimouski. À cet endroit, un embâcle menaçait de se coller sur l'autre engorgement du cours d'eau, à Saint-Jérôme à l'entrée de la ville de Matane, et une forte inondation était à craindre, à la hauteur du pont Michaud, vers 22 h. « On va possiblement devoir évacuer cette nuit à Saint-Jérôme », indiquait le sergent Gaston Croteau de la SQ.

Atlas créera 400 nouveaux emplois

TRACY (PC) — La compagnie Atlas Stainless Steel, de Tracy, annonce ce matin, en conférence de presse, l'agrandissement de son usine au coût de 350 millions\$. Cette compagnie, qui porte maintenant le nom d'Aciers inoxydables Atlas, est une division de Sammi Atlas.

Le gouvernement du Québec sera représenté en force à cette conférence avec la présence du premier ministre Robert Bourassa et de quatre de ses ministres.

Aciers inoxydables Atlas était passée aux mains d'intérêts coréens il y a environ un an. Les Coréens avaient le choix entre deux endroits pour investir: Welland, en Ontario, et Tracy, au Québec. Selon les informations obtenues par Le Nouvelliste, ils ont finalement opté pour Tracy, mais ils ont pris soin auparavant de négocier longuement avec leurs employés afin d'assurer la paix industrielle à l'usine pour plusieurs années à venir.

Ainsi, le mois dernier, une entente intervenait entre la compagnie et le Syndicat des employés des aciers Atlas (affilié à la Confédération des syndicats nationaux) qui regroupe les 411 employés de production. En incluant les cadres et les membres des syndicats des employés de bureau (60) et des gardes de sécurité (8), l'entreprise compte au total plus de 600 employés.

Selon l'accord conclu, les deux parties se sont entendues sur le

renouvellement de la convention collective de travail pour une période de trois ans.

Nouveaux emplois

Les travaux de construction s'étendront sur une période de deux ans à deux ans et demi et le niveau d'emploi devrait ensuite doubler (de 400 à 800) dans l'année suivante pour atteindre finalement le chiffre de 900. Au cours des dix dernières années, les employés affectés à la production d'acier inoxydable étaient passés de 350 à 411. La moyenne d'âge des employés dans cette usine, qui date d'un quart de siècle, est cependant assez élevée. Ainsi, la compagnie prévoit devoir remplacer, d'ici cinq ans, environ 250 employés qui devraient alors prendre leur retraite.


Cela suppose donc beaucoup de nouveaux emplois pour la région de Sorel-Tracy et même pour l'extérieur.

Le gouvernement fédéral ne sera pas impliqué dans l'annonce qui sera faite ce matin. La participation financière du gouvernement du Québec sera cependant substantielle. On parle d'un montant de 120 millions\$, dont une bonne partie sera versée sous forme de subventions.

LA CHAUDIÈRE

à partir de

85411 \$*



LES CONCESSIONNAIRES
HONDA
SELECT

J'ADORE MA CIVIC!
Ce printemps, HONDA n'a que de bonnes surprises pour nous. Une extraordinaire valeur de revente, une fiabilité éprouvée, des garanties totales et des prix imbattables!

*Modèle CIVIC STD comprenant pneus radiaux, dégivreur arrière, phare halogène, verre teinté. Transport, préparation, taxe et T.P.S. en sus.

PARLEZ ANGLAIS D'ICI L'ÉTÉ

Vous parlerez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

— COURS DÉDUCTIBLE D'IMPÔT

BERLITZ
5 PLACE QUEBEC
529-6161

© 1991 Centres de Langues Berlitz

LA TROIS

LE SOLEIL



Une Beauceilloise a été secourue par l'équipe de la Sécurité civile. Par ailleurs, la pharmacie Uniprix semble avoir été construite au beau milieu du lit de la Chaudière.

C'est un désastre, pas une débâcle»

□ Le boulevard Renault transformé en rivière nauséabonde



Benoît Turgeon n'avait pas vu autant d'eau à Beauceville depuis 1957. C'était juste avant Noël. Les gens arrivaient de partout en chaloupe. « Aujourd'hui, y a 22 pouces de moins qu'en ce temps-là », affirme le Beauceron, en jetant un regard triste sur ce qui reste de la rue principale.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

En fait, le boulevard Renault s'est transformé en rivière houleuse et nauséabonde, jonchée de blocs de glaces.

Un mètre d'eau dans l'hôtel de ville; un mètre de plus dans la caserne de pompier; tout autant pour la Banque nationale, la Société des alcools et l'épicerie IGA; 300 000 \$ de dommages au Centre du meuble; des pompes à essences et des fournaies à l'huile complètement noyées; un poste de taxi à la dérive; des bureaux et des dépanneurs amochés; des camionnettes submergées; un centre commercial complètement ravagé.

Place Beauceville, qui abrite un marché Métro, une brasserie et une caisse populaire, semble avoir miraculeusement été épargnée. La Chaudière a dévasté toute l'artère commerciale. Ses glaces ont défoncé des vitrines, abimé des poteaux, cabossé les autos et rongé les murs de ciment.

La maligne s'est engouffrée jusque dans les sous-sols et a littéralement englouti la pharmacie Uniprix. Elle a encerclé une soixantaine de résidences.

Il a fallu mettre sur pied deux clinique médicales, avec services pharmaceutiques, pour pallier au manque de service de santé dans la municipalité, à la suite de l'inondation des cliniques existantes. L'une d'elle est en opération dès ce matin, à l'école de Léry, de 9h à midi et de 13h à 17h. La seconde sera accessible en après-midi, au centre hospitalier de Beauceville.

« Chez-nous, la cave s'est remplie en trois minutes. On a à peine eu le temps de sauver les meubles », explique Louis Duval, venu surveiller la maison de bardeaux blanc de sa grand-mère de 85 ans, Mme Joey Cloutier, domiciliée au 690, boulevard Renault. Une agente d'assurance du coin explique que cet *Acte de Dieu* n'est pas couvert par les assurances et que bien des gens vont avoir de la difficulté à se relever. « C'est un désastre, pas une débâcle. »

Mais André Lessard, propriétaire du Centre du Meuble, ne lance pas la serviette. « On va faire des ventes et repartir en neuf », lance-t-il fermement en chargeant un divan et une table dans son camion.

Toute la journée hier, les chaloupes de la Sécurité civile ont fait la navette sur le boulevard. La famille de Pierre Veilleux a été secourue vers 14 heures. Sa femme Thérèse, ses filles Mélanie et Lucie ainsi que le jeune Maxime Rancourt vont habiter chez l'oncle de Saint-Georges.

En août dernier, c'est la ville de Saint-Georges qui avait subi 6 millions \$ de dommages, en raison de pluies torrentielles, qui avaient fait déborder la Chaudière. Hier, tout le bassin hydrographique du sud de Québec faisait l'objet d'une étroite surveillance de la part d'Environnement-Québec. Les niveaux d'eau des rivières Etchemin, du Sud, Beauvillage et Bécancour sont élevés mais non encore problématiques. La plaine de Saint-Étienne est partiellement inondée.

Décharge de 25 000 volts

Isabelle est hors de danger

La vie de la jeune Isabelle Blouin, foudroyée d'une décharge de 25 000 volts, en milieu de matinée samedi, à Sept-Îles, n'est plus en danger, son état général s'est stabilisé et elle n'a subi aucune amputation aux jambes, selon le bilan que transmettait hier soir, un porte-parole du Laboratoire des grands brûlés de l'hôpital du Saint-Sacrement de Québec.

par ROCH DESGAGNÉ
et MARC ST-PIERRE
LE SOLEIL

Les spécialistes de l'institution ont pratiqué des interventions initiales au corps et à la jambe droite de la fillette de 12 ans et toutes les mesures médicales ont été prises pour lui sauver la vie et pour éviter l'amputation.

« Même si elle a été atteinte gravement, il n'y a pas de risque pour sa vie et elle est en bonne voie de récupération », assurait hier soir M. Christian Coulée, directeur des communications de l'hôpital du Saint-Sacrement.

La jeune fille avait été brûlée au deuxième et troisième degrés en descendant d'une automobile sur laquelle était tombé un puissant câble d'électricité, à la suite de l'éclatement d'un isolateur de porcelaine, vers 10 h 30 samedi en matinée, dans la rue Giasson.

Sa mère, Mme Carmen (Clément) Blouin, qui revenait d'une garderie, avait également été paralysée par la décharge électrique en tentant de secourir sa fille.

C'est finalement un policier de Sept-Îles, Daniel Desrosiers, qui a sauvé la petite Isabelle, au risque de sa propre vie. Heureux hasard, il se trouvait sur la rue Giasson pour enquêter sur un vol d'automobile quand des cris l'ont alerté.

M. Desrosiers a utilisé une grosse veste d'hiver pour dégager la jeune Isabelle de l'automobile et la tirer en lieu sûr. « L'enfant était littéralement en train de cuire. Ses jambes étaient en train d'éclater et de brûler », a noté hier le sergent René Blanchard, de la Sûreté municipale de Sept-Îles.

D'après les spécialistes d'Hydro-Québec, M. Desrosiers a été chanceux de ne pas être brûlé à son tour. Le policier septilien a en effet ressenti « un choc, un certain courant électrique. Il a dû passer la soirée à l'hôpital pour y passer un électrocardiogramme. Il a pu quitter l'établissement vers 23 heures. »

Depuis 15 ans au service de la Sûreté municipale de Sept-Îles, M. Desrosiers est entré à son travail hier et il devait faire de même ce matin. « M. Desrosiers est un peu perturbé. Il a des enfants quasiment du même âge que la jeune Isabelle. »

Michel Bourgoïn, conjoint de Carmen Clément, a indiqué de son côté que sa compagne était épuisée. Celle-ci venait de quitter l'hôpital des Sept-Îles. Elle entend rejoindre sa fille à Québec la semaine prochaine, quand son état le permettra.

Le docteur Grondin à l'oeuvre aujourd'hui

Le docteur Pierre Grondin, qui fut le premier chirurgien canadien à réaliser une transplantation cardiaque, le 28 juin 1968 à l'Institut de cardiologie de Montréal, commencera dès aujourd'hui ses premières interventions cardiaques à l'Hôtel-Dieu de Québec, qui deviendra ainsi le deuxième centre de chirurgie cardio-vasculaire dans l'Est du Québec.

par JEAN-CLAUDE PAQUET
LE SOLEIL

La direction de l'Hôtel-Dieu de Québec a refusé de commenter cette information, en reconnaissant cependant que le département de chirurgie cardio-vasculaire doit commencer incessamment ses activités. Il n'a pas été possible de déterminer quels genres de chirurgies cardiaques seront effectuées au début, mais on s'attend, dans certains milieux, à ce que le ministre Marc-Yvan Côté, de la Santé et des Services sociaux, annonce

dans le courant d'avril ou de mai que l'Hôtel-Dieu de Québec serait autorisé à effectuer un certain nombre de transplantations cardiaques, ce qui n'a encore jamais été réalisé à l'est de Montréal.

On sait par ailleurs que le docteur Pierre Lévesque, cardiologue congédié de l'hôpital Laval et maintenant responsable du service d'hémodynamie de l'Hôtel-Dieu, a commencé il y a quelques semaines à faire des cas de coronarographies et d'angioplasties, ce qui devrait contribuer à diminuer les lon-

gues listes d'attente dans la région de Québec pour ces genres d'examen et de traitements à l'intention des malades cardiaques.

Dans un même ordre d'idées, LE SOLEIL apprenait jeudi, à l'occasion d'une réception donnée à l'hôpital Laval en l'honneur des cardiologues-pédiatres de cette institution qui ont récemment intégré la nouvelle unité pédiatrique du CHUL, que la chirurgie cardiaque pédiatrique commencera également au CHUL, à compter de cette semaine.

Ce transfert de la chirurgie cardiaque pédiatrique au CHUL complète en quelque sorte le regroupement dans cet hôpital des services de santé pédiatriques prévus depuis quelques années déjà.

Rencontré à cette réception, le docteur Paul Cartier, spécialiste de la chirurgie cardiaque pédiatrique, a expliqué qu'il réalise annuellement environ 150 chirurgies cardiaques chez des bébés, des enfants et des jeunes adultes atteints de malformations cardiaques congénitales. Le docteur Cartier précise qu'il demeurera cependant attaché à l'unité de chirurgie cardiaque de l'hôpital Laval, puisqu'il effectue également de la chirurgie cardiaque chez les adultes.

C'est en janvier dernier que les cardiologues pédiatres, les docteurs Noël Guay, Georges Delisle et Alain Cloutier, ont intégré leurs nouveaux locaux du service de pédiatrie du CHUL, et ont également commencé à utiliser la nouvelle salle d'hémodynamie.

CAVALIER 91

Tel que stock 10528

- Vitres teintées
- Servofrein
- Servodirection
- Chauffe-moteur
- Radio AM/FM stéréo cassette
- Tapis avant et arrière
- Miroirs sport
- Transmission automatique

9 995\$*

* Préparation et rabais GM inclus - Transport et taxes en sus

MARLIN
Chevrolet Oldsmobile Inc.

c'est grandement accueillant!

2145, boul. Charest Ouest, Québec 688-1212

Marlo Moffet
Conseiller

Gabriel Francoeur
Conseiller

Simon Nadeau
Conseiller

Réjean Gagné
Conseiller

Marcel Théberge
Conseiller

Daniel Dumont
Conseiller

Roch Grondin
Conseiller

Denis Fiset
Conseiller

Benoît Lizotte
Conseiller

Mario Cloutier
Conseiller

Claude Leclerc
Conseiller

Dennis Pampalon
Conseiller

Roger Roy
Conseiller

LA POLITIQUE

Parizeau se moque de la résolution conservatrice sur l'avenir du pays

MONTRÉAL — La position constitutionnelle adoptée samedi par les conservateurs québécois est « ridicule et pitoyable », affirme le chef péquiste Jacques Parizeau.

« Les conservateurs québécois, et j'en prends à témoin leur résolution de fin de semaine, se montrent de plus en plus incapables de tracer quoique ce soit à l'égard de l'avenir du Québec », a déclaré M. Parizeau aux reporters qui l'interrogeaient au terme du conseil national de son parti, hier.

« C'est navrant! Ces gens-là sont en train de s'enfoncer dans l'anthropologie. Commencer à discuter du droit à l'autodétermination du Québec! On l'a manifesté en 1980, au référendum. C'est un retour vers le passé, une sorte de nostalgie de l'impuissance. C'est pitoyable et ridicule. »

Selon M. Parizeau, « il est temps que ceux des conservateurs qui commencent à être exaspérés par la mollesse de l'ensemble du groupe des conservateurs québécois à Ottawa aient le courage de dire : ça suffit, on passe au Bloc! Je n'ai pas d'appel à lancer, ce n'est pas à moi de le faire. Mais on peut quand même faire un constat : manifestement, il y a un certain nombre de ces conservateurs du Québec qui en ont par-dessus la tête. »

Plus tôt, devant le conseil national, le président du Parti québécois du Saguenay-Lac-Saint-Jean, M. Bernard Généreux, avait affirmé que la décision du PQ d'appuyer le Bloc québécois a pour effet « d'annuler cet espèce d'appui contre nature qu'on a pu donner au Parti conservateur et de le retourner aux poussières de l'histoire d'où on l'avait sorti en 1984. »

Le vice-président péquiste, M. Bernard Landry, partage ce point de vue. Il affirme que le beau risque qu'ont pris les péquistes en

1984 était en même temps un grand risque pour M. Mulroney. Un appui tacite s'est répété à l'élection de 1988, à cause du libre-échange, mais cela est maintenant définitivement terminé, ajoute M. Landry.

Conseil sans histoire

Par ailleurs, le PQ a vécu en fin de semaine un autre conseil national sans histoire, marqué au coin de l'harmonie et d'un méticuleux travail de préparation destiné à faire en sorte qu'il en soit ainsi.

Un seul débat a donné lieu à de petits écarts, hier matin, quand les militants d'Hochelaga-Maison-Neuve, ont voulu que le conseil réaffirme que le PQ s'oppose « à tout recours à la force comme solution aux différends entre les Nations ». Il s'agissait en fait de revenir sur l'appui que le congrès du PQ a accordé aux alliés contre Saddam Hussein.

Le président de l'association péquiste d'Hochelaga-Maison-Neuve a fait valoir qu'à la suite du congrès, certaines « déclarations de M. Parizeau nous laissent vraiment songeurs ». Bien que Mme Harel ait pris la parole pour l'appuyer, la proposition a finalement été déposée par un vote quasi-unanime.

Enfin, les péquistes ont créé en fin de semaine deux nouveaux comités, celui des relations internationales et celui des aînés. Ils ont aussi élu de nouveaux dirigeants pour l'ensemble des comités existant dans les structures du parti.

Parmi ceux-ci, ils ont choisi un nouveau président pour le Comité national des jeunes. Leur choix s'est arrêté sur un orateur remarquable, M. Vilaysoun Lougnarath, d'origine laotienne.

Une alliance historique entre le Bloc et le Parti québécois

MONTRÉAL — Le conseil national du Parti québécois a unanimement décidé hier d'appuyer les candidats du Bloc québécois aux prochaines élections fédérales. Mais en contrepartie, les péquistes comptent que le Bloc leur prètera main forte quand viendront les élections québécoises.

Textes d'ANDRÉ FORGUES
LE SOLEIL

« Je n'imaginerais pas une élection au Québec où on ne recevrait pas des appuis utiles de la part de gens qui sont dans le Bloc québécois. Dans un bon nombre de cas, ce sont les mêmes personnes », a expliqué aux reporters le chef péquiste Jacques Parizeau.

Il venait tout juste d'accueillir officiellement dans les rangs du PQ le député fédéral de Mégantic-Compton-Stanstead, M. François Gérin, qui fut le premier à désertter le caucus conservateur, il y a près d'un an. M. Gérin a signé sa carte du Parti québécois devant les caméras, sous les acclamations du conseil national.

M. Parizeau indique qu'aux élections fédérales, il donnera personnellement un coup de main au Bloc « très volontiers, sujet à ce qu'on élabore les règles du bon usage de tout ça. »

Le chef de l'Opposition ne voit cependant pas d'objection à travailler main dans la main avec des gens du Parti libéral du Québec qui voudraient eux aussi appuyer le Bloc lors d'une élection fédérale.

« On est là-dedans pour faire avancer l'objectif de la souveraineté du Québec. C'est ça qui est fondamental. Parce qu'on appartiendrait à des formations politiques différentes, quand on aborde l'appui à donner à une formation souverainiste à Ottawa, on ferait intervenir des considérations comme ça? Pas du tout! »

Selon M. Parizeau, le Bloc québécois a un « rôle de chien de garde très important » à jouer auprès du gouvernement d'Ottawa, « surtout dans ces années de transition qui vont nous amener à la souveraineté. »

Quant à M. Gérin, qui est le seul député du Bloc à s'être rendu au conseil national péquiste, il était ravi et ne cachait pas qu'il voue une bien plus grande confiance à Jacques Parizeau qu'à Robert Bourassa.

« Les souverainistes doivent s'unir au-delà des partis. Mais le vrai parti pour faire la souveraineté du Québec, c'est évidemment le Parti québécois. On l'a vu avec ce qui s'est passé dernièrement à l'intérieur du Parti libéral. »

En ce qui le concerne, M. Gérin dit avoir bien l'intention de rendre aux péquistes « la même aide qu'eux nous ont constamment donnée depuis un an. Le meilleur véhicule au Québec actuellement, c'est le Parti québécois. Le Bloc québécois va faire tout son possible pour les aider. »

Selon le député fédéral, l'appui du PQ « était essentiel à la survie du Bloc québécois. Ça donne un signal clair à Ottawa, à Brian Mulroney et au Canada anglais. »

Et à M. Bourassa, cela va peut-être montrer « qu'il doit se brancher sur la souveraineté, qu'il doit suivre le courant qui se dessine très clairement au Québec. C'est un courant auquel il ne pourra pas échapper. À juste titre, M. Parizeau disait qu'il ne croit pas que M. Bourassa va faire la souveraineté. Moi aussi, c'est ce que je crois. C'est le Parti québécois qui le fera à la prochaine élection. »

M. Gérin a indiqué qu'il ne pense pas que ses collègues Gilles Rocheleau et Jean Lapierre, qui sont à la fois députés du Bloc et membres du PLQ, se trouveront mal à l'aise de recevoir l'appui des péquistes.

« Ils se sont prononcés clairement et sans réserve pour la souveraineté du Québec. Ils ne peuvent faire autrement que de se réjouir de la position du Parti québécois qui est extrêmement claire

sur la souveraineté. C'est le seul parti au Québec qui prône de façon claire, nette et précise la souveraineté du Québec. C'est exactement le programme du Bloc québécois. S'ils pensent qu'ils doivent continuer leurs pressions auprès de M. Bourassa, qu'ils le fassent. »

Auparavant, sur le parquet du

conseil national, personne n'avait pris la parole contre la proposition d'appui au Bloc.

« Il faudra que les souverainistes fédéraux, comme parti et comme députés, s'engagent à supporter le parti qui prônera clairement la souveraineté. Donnant, donnant! », a lancé M. Raymond Brouillet, ex-député de Chauveau.



Le monde des FONCTIONNAIRES

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Le gâteau du groupe des 13

Le ministère de l'Environnement vient tout juste d'octroyer 99 000 \$ à un consortium de 13 consultants pour vérifier les dires de... ses propres ingénieurs.

Avec cet argent, les experts du privé détermineront s'il est vrai que le coût des travaux pour le réseau de collecte des eaux usées du Haut-Richelieu peut être réduit de 96 millions \$ à 26 millions \$. À noter qu'ils se prononceront sur l'estimation qu'ils ont eux-mêmes formulée.

Directeur général de l'assainissement urbain au ministère, M. Jacques Lapointe estime qu'il n'y a pas à la matière à conflit d'intérêt. Le groupe des 13 ne fera que « valider les coûts proposés par les ingénieurs du gouvernement » pour des solutions techniques différentes des leurs. Évidemment.

Selon le ministère, l'analyse de la solution, dévoilée par le syndicat des ingénieurs pour faire pression en vue de la signature d'un contrat de travail avec l'État, sera terminée dès le début de l'été. M. Eric Genest, du Groupe Réal Boucher, un des 13 consultants en question, confirme cette échéance, bien qu'il n'ait pas encore officiellement reçu le mandat de l'Environnement.

Chose certaine, l'option sera examinée sous toutes ses coutures. En comptant l'usine d'épuration, le projet d'assainissement totalise 147 millions \$, à ce moment-ci. Somme rondelette, mais une somme que se partagent 13 entreprises, un nombre « exceptionnellement rare », constate M. Lapointe. À titre de comparaison, pour construire les deux usines de la région de Québec, le regroupement de consultants ne compte que quatre membres pour se partager un « gâteau » de 350 millions \$.

Si les ingénieurs du gouvernement ont frappé juste, à Saint-Jean-sur-le-Richelieu, les tranches, déjà nombreuses, vont être bien minces.

Le Trésor sourd aux avis du Vérificateur

Le président du Conseil du Trésor, M. Daniel Johnson, n'a pas écouté les avis du Vérificateur général Réhal Chatelain. Ce dernier a indiqué au SOLEIL qu'il n'a constaté aucune amélioration sensible de l'information contenue dans les prévisions de dépenses de l'État dévoilées, il y a deux semaines.

Le dernier rapport annuel du Vérificateur avait pourtant suggéré des améliorations importantes à apporter. Les documents du Trésor, pouvait-on y lire, étaient imprécis sur « les objectifs à atteindre et les besoins à satisfaire » et ne mesurait rien sur « l'utilisation optimale des fonds publics ». Bref, ils étaient bien nébuleux pour que les députés puissent s'en servir en vue de surveiller la « machine » gouvernementale.

Livre des crédits et renseignements supplémentaires, autant de volumes qui demeurent sensiblement les mêmes, commente M. Chatelain. « Ce qu'on reproche, c'est qu'il y a beaucoup d'informations sur les ressources, mais toujours sans mentionner leur utilisation. » Ce qui a été diffusé, pour 1991-1992, comporte « de petites améliorations » qui sont annulées par « de petites pertes ». Mais M. Chatelain refuse de donner des exemples. Nous les trouverons dans le prochain rapport annuel que signera son successeur au poste de Vérificateur de la province.

Tapes dans le dos aux Affaires indiennes

En ces temps de restrictions budgétaires, levons notre chapeau au ministère fédéral des Affaires indiennes pour son très officiel « programme de récompenses et reconnaissance ». Selon le dépliant, les humbles, mais zélés employés auront droit à de belles choses — gratuites — de la part de leurs « gestionnaires et surveillants » : « éloge verbal approprié dans l'intimité (sic) et/ou en public »; « note personnellement écrite et signée par le gestionnaire »; « merci tangible d'initiative locale tel que calepins, macarons »; et, évidemment, « récompense non monétaire ». Il n'y a vraiment rien de trop beau pour la classe ouvrière. Ah oui, un des critères pour juger les employés, c'est d'avoir « le sens de l'humour ».

On peut joindre l'auteur de ces lignes au numéro de téléphone suivant : 644-4015.

DU MONDE DE CHEZ-NOUS



MICHEL MONTPETIT
Lundi au vendredi
6hres à midi



CLAUDE PATRY
Samedi et dimanche
6hres à midi



CHARLES OUELLET
Lundi au samedi
midi à 18 hres



NANCY GIROUARD
Mardi au vendredi minuit à 6 hres
et dimanche midi à 18 hres



DOMINIQUE LÉGER
Vendredi au lundi
minuit à 6 hres



GILLES VALLIÈRES
Vendredi, samedi et
dimanche 18 hres à minuit



GILLES GOSSELIN
Lundi au jeudi
18 hres à minuit

COUNTRY 1
24 HRES

CAS 92 AM
CABLE 102,9 FM

RÉSULTATS
Loto-Québec

Tirage du 91-04-06



	GAGNANTS	LOTS
6/6	2	2 500 000,00 \$
5/6+	18	57 194,00 \$
5/6	461	1 707,70 \$
4/6	22 607	66,90 \$
3/6	389 901	10,00 \$

4 10 19 24 41 45

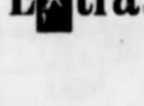
No complémentaire: 27

VENTES TOTALES: 22 121 877,00 \$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 2 000 000,00 \$

PROCHAIN TIRAGE: 91-04-10

Tirage du 91-04-06



	NUMÉROS	LOTS
65826	100 000,00 \$	
56826	1 000,00 \$	
6826	250,00 \$	
826	50,00 \$	
26	10,00 \$	
6	2,00 \$	

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Des destroyers ayant servi dans le golfe Persique arrivent à Halifax

Les «boys» sont enfin de retour

HALIFAX — L'émotion, les embrassades et les larmes de joie étaient au rendez-vous sur les quais du port d'Halifax alors qu'épouses et petites amies reconnaissaient leurs maris et fiancés parmi les marins descendant des trois navires canadiens qui, il y a huit mois, ont été envoyés dans le golfe Persique.

par DEAN BEEBY
de la Presse canadienne

Ignorant complètement les politiciens et les représentants des médias, hommes, femmes et enfants tendaient le cou dans l'espoir d'entrevoir un visage connu parmi ceux des centaines de marins qui descendaient du Athabaskan, du Terra Nova et du Protecteur.

Brandon Duffy, du haut de ses douze mois, semblait inconscient de l'excitation de Terry, sa mère. « Une chose est sûre, a mentionné la jeune femme de 26 ans : Brandon va se faire garder ce soir ! » Et elle a continué à chercher des yeux le maître d'équipage David Duffy, son mari.

Au programme de la soirée : un dîner aux chandelles... et au champagne.

Le matelot de première classe Terry Skidmore, âgé de 27 ans, devait pour sa part participer au party... de Noël organisé par ses parents à Westville, en Nouvelle-Écosse.

« Nous n'avons plus le sapin, mais les décorations sont encore en place ! », a indiqué sa mère, Kay.

Le soleil a fait une brève apparition lorsque les trois navires sont entrés dans le port d'Halifax. Des cris de joie se sont alors faits entendre et la fanfare militaire présente sur les lieux a entonné



L'officier Jim Hickey engagé à bord du navire Protecteur de la Marine canadienne a été accueilli en fanfare par sa fille Rebecca, neuf mois, hier midi, à Halifax, après avoir servi dans le golfe Persique.

« Hail, Hail, the Gang's All Here ».

Plusieurs personnes portaient des pancartes afin de signaler leur présence aux arrivants. « Welcome Roy », « Bienvenue Eric », « Over Here Rodney H. », « Welcome Home Snuggles ».

Un peu en guise de réponse à tous ces mots de bienvenue, une bannière installée sur le Terra Nova indiquait : « Navy Wife : Toughest Job in the Navy ».

Dès que le Terra-Nova a accosté, le champagne s'est mis à couler à flots dans le mess... qui n'a pas tardé à être envahi par les familles des officiers.

Le lieutenant-commandant John Bottomsley s'est rapidement retrouvé avec son fiston de quatre ans dans les bras. Il a ensuite fait la connaissance d'Anna, la petite fille qui est née pendant son absence.

Et ce soir, dans la maison que sa femme a achetée pendant son absence, il prévoit « faire un bon souper bien arrosé et regarder un match de hockey ».

Quant au commandant du Terra Nova, Stuart Andrews, il allait passer l'après-midi à son club nautique. Pas le choix : ils étaient une soixantaine de membres du dit club réunis sur le quai, pour lui souhaiter la bienvenue.

Visite du président du Mexique au pays

OTTAWA (AFP) — Le président mexicain Carlos Salinas de Gortari est arrivé hier à Ottawa pour une visite d'État de trois jours au Canada, durant laquelle il sera beaucoup question de l'accord trilatéral de libre-échange que souhaitent signer avant la fin de l'année le Mexique, le Canada et les États-Unis.

Venant de Houston, Texas, où il a rencontré le président américain George Bush, M. Salinas, accompagné de son épouse Cecilia Occeci de Salinas, a été accueilli à sa descente d'avion par le gouverneur général, M. Ramon Hnatyshyn, représentant de la reine Elizabeth II, chef d'État du Canada, puis par le premier ministre Brian Mulroney.

Avec le chef du gouvernement conservateur canadien, M. Salinas devait avoir un dîner hier soir puis un entretien aujourd'hui. Il prononcera un discours devant les deux chambres réunies du parlement canadien, cet après-midi.

Durant sa visite à Ottawa, le président mexicain rencontrera aussi les leaders de l'opposition parlementaire et des leaders syndicaux qui tous représentent une importante frange de l'opinion canadienne hostile au libre-échange avec le Mexique. Après Ottawa, M. Salinas se rendra à Montréal puis à Toronto.



Un troupeau de chèvres détruit

SAINT-EUGÈNE (PC) — Sept cent chèvres ont péri, ce week-end, lors de l'incendie d'une ferme de Saint-Eugène, une petite localité ontarienne située aux limites du Québec et de l'Ontario, à l'ouest de Montréal.

La ferme produisait du fromage et du yaourt pour quelque 200 magasins, marchés et restaurants des régions de Montréal, Ottawa et Vancouver. L'incendie a commencé près d'une bouilloire où on était à préparer du fromage feta.

CONVERSATION ANGLAISE

LPS® 681-6375

• Individuel
• Groupe (4 à 8 élèves)
• Cours à domicile avec cassettes VIDÉO

Meilleur Commerce 1990 Le Choix des Consommateurs

VENDEURS — REPRESENTANTS — CONSEILLERS — GERANTS DE VENTE

VOULEZ-VOUS VENDRE AVEC STRATÉGIE?

VENTE STRATÉGIQUE
Vous apprendrez comment:

- conclure vos ventes
- vous motiver à vendre
- répondre aux objections
- vendre votre personnalité
- planifier vos entrevues
- structurer votre territoire
- accroître votre clientèle
- disposer de votre temps
- traiter les plaintes
- communiquer avec vos clients

GÉRANCE DE VENTE
Vous apprendrez comment:

- recruter des vendeurs à succès
- rénumérer vos vendeurs
- les entraîner et les former
- organiser des réunions stimulantes
- les motiver et les stimuler
- établir des stratégies de vente
- évaluer leurs performances
- choisir votre style de gestion
- structurer vos territoires
- disposer de votre temps
- organiser des concours de vente
- comment diriger vos vendeurs

ROGER ST-HILAIRE
Instructeur

Inscriptions en nombre limité

VENTE STRATÉGIQUE — Québec: 2 et 3 mai, 23 et 24 mai
— Montréal: 18 et 19 avril 16 et 17 mai

GÉRANCE DE VENTE — Québec: 29, 30 avril et 1er mai

Cours de vente Roger St-Hilaire

Téléphonez maintenant
Région de Québec (418) 626-7498
Extérieur 1 (800) 463-7246

CHACUN DE NOUS EST ÉGAL... MAIS CEUX QUI ONT RECU UNE FORMATION À LA VENTE SONT FAVORISÉS... POURQUOI PAS VOUS?

LES 3 FONT LE MOI

3 MOIS À 99\$

L'OFFRE PREND FIN LE 3 MAI

COMPOSEZ LE 1-800-EN-FORME

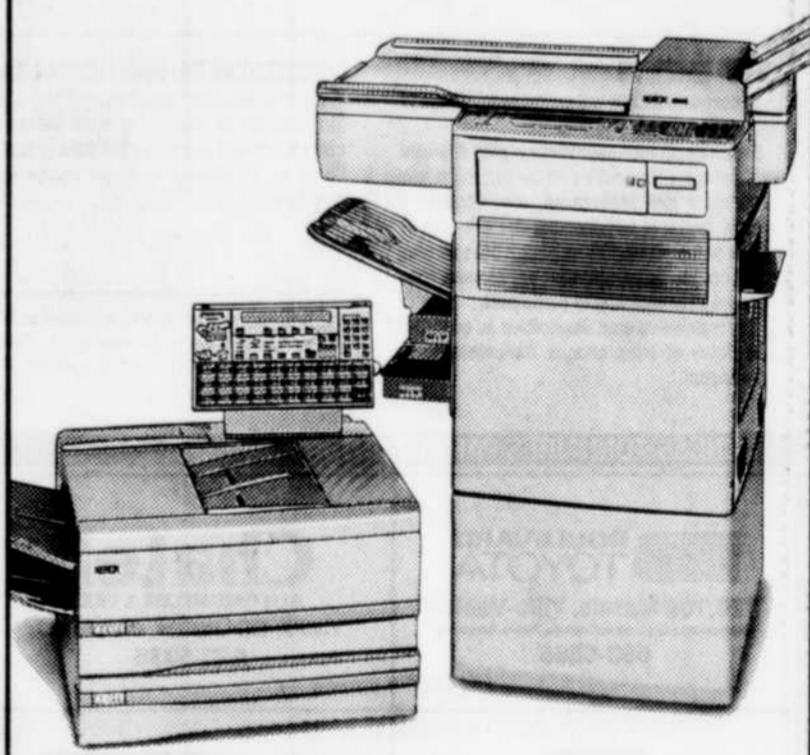
Y'a pas de mal à se faire du bien.

Nautilus

Ancienne-Lorette • Charlesbourg (Lebourgneuf) • Québec (Samuel-Holland)

XEROX

Xerox Québec présente : les télécopieurs à papier ordinaire pas ordinaires : le papier ne roule pas, c'est facile d'écrire dessus, la télécopie a l'air de l'original, et ils sont livrés avec la Garantie de satisfaction totale. Génial!



XEROX SATISFACTION TOTALE GARANTIE

Nous voulons que l'achat de n'importe quel produit Xerox soit la bonne décision pour vous. C'est pourquoi nous offrons une série de télécopieurs à papier ordinaire qui vous simplifient la tâche. Et la Garantie de satisfaction totale exclusive de trois ans que nous venons d'instaurer vous enlève toute raison de vous inquiéter. Quand vous achetez ou louez par crédit-bail l'un de nos télécopieurs à papier ordinaire durs à la tâche, vous êtes tout à fait sûr qu'il vous donnera un rendement parfait, à chaque fois. Si vous n'en êtes pas totalement satisfait, nous le remplacerons. Et...c'est vous qui décidez si vous êtes satisfait.

Québec 657-1222
Les gens de documents

XEROX est une marque déposée de XEROX CORPORATION, utilisée par XEROX CANADA LTÉE en tant qu'utilisateur inscrit. Les gens de documents est une marque de commerce de XEROX CORPORATION. Pour obtenir les détails complets sur la Garantie de satisfaction totale, communiquez avec Xerox.

Québec

Une idée suspecte fait son chemin: le fédéralisme

LE CAP, Afrique du Sud — Les Noirs sud-Africains sont déchirés, les Blancs aussi. D'une façon plus subtile, sans doute, mais tout aussi intense. Il y a bien sûr la rivalité des partis politiques parce que Le Cap est la capitale de l'une des deux capitales de l'Afrique du Sud.

par RENÉ BEAUDIN
LE SOLEIL

Il y a aussi le clivage entre Anglais et Afrikaners. Les deux ethnies, dit-on, se haïssent et se méprisent.

Au siècle dernier, les Afrikaners sont partis à la conquête de l'intérieur, vers Pretoria et Johan-

nesburg, pour fuir le joug britannique.

L'anglais et l'afrikaner sont les deux langues officielles du pays mais les Afrikaners ressentent amèrement le fait que la langue de la minorité soit la langue de communication dans le pays.

« Les Anglophones sud-afri-

cains sont plus progressistes au chapitre de la libéralisation politique. Ils sont par contre plus conservateurs au chapitre de la moralité publique », dit-on. C'est peut-être vrai pour la libéralisation politique. C'est plus étonnant en ce qui concerne la moralité publique.

L'apartheid est l'oeuvre des Afrikaners. Il repose sur une légitimation religieuse. Il est moralement exigeant. Disons que c'est plus vrai pour Le Cap que pour Johannesburg.

Une ville vivante

Le Cap est une ville plus vivante que Johannesburg. Le vent du



large y rafraîchit les nuits. On n'y est moins esclave du « climati-

seur ». On y sort plus volontiers le soir et la nuit. La « ville du bout du monde » est aussi plus cosmopolite. L'Océan Indien et l'Océan Atlantique se rencontrent tout près. Le Cap est ainsi un grand carrefour. Ce n'est enfin pas une ville-champignon comme Johannesburg. Elle est plus vieille, plus européenne, plus britannique et plus « méditerranéenne » aussi.

Les idées libérales y circulent aisément. C'est peut-être du Cap que sont partis, au siècle dernier, ceux qui ont conquis l'intérieur, d'abord, conçu et mis en place l'apartheid ensuite. Mais ceux qui sont restés n'ont jamais épousé avec la même ferveur l'acte de foi et le complexe de persécution ou d'encerclement de ceux qui sont partis. Il est vrai qu'il n'y a pas aux portes du Cap de « poudrière » comparable à Soweto.

C'est au Cap que l'opposition blanche à l'apartheid est ainsi la plus ancienne et la plus constante, chez les Afrikaners mais surtout chez les Anglais. Ces derniers votaient surtout pour des partis d'opposition. Ils pouvaient ainsi avec bonne conscience condamner l'apartheid et participer au pouvoir blanc. Cela aussi était amèrement ressenti par les Afrikaners.

Les choses changent. L'intégration raciale rapproche Afrikaners et Anglais. Les Anglais se tournent vers le Parti nationaliste au pouvoir depuis 1948 et qui a mis en place l'apartheid. Ils remplacent ainsi ces Afrikaners que heurte cette même intégration et qui se tournent vers le Parti conservateur non pas nécessairement pour un retour à l'apartheid, mais pour « défendre les Blancs » dans le débat constitutionnel qui s'annonce. Les « nostalgiques » eux se tournent vers des milices d'extrême-droite dont personne ne sait si elles relèvent du folklore afrikaner, où si elles peuvent déstabiliser la transition encours.

« Une fois qu'on aura abandonné le pouvoir, ce sera pour tou-

jours », affirme M. Corné Mulder, député du Parti conservateur à la Chambre d'assemblée, le parlement blanc de la République sud-africaine. Pas question ainsi pour lui de « partager le pouvoir » avec les Noirs, mais de le soumettre au « principe de l'autodétermination ».

Fédéralisme

« L'Afrique du sud est trop vaste et trop diversifiée pour être un État unitaire », dit-il. À moins bien sûr de confisquer le pouvoir, ce qu'a fait le Parti nationaliste pendant plus de 40 ans et sans qu'un parti conservateur, sorti de ses rangs quand les colonnes du temple ont commencé à s'effondrer il y a une dizaine d'années, ne soit dans les jambes pour en critiquer le principe. Le mot magique de « fédéralisme » fait ainsi son apparition. Il est presque sur toutes les lèvres. Pour les Blancs, particulièrement les Afrikaners, il se confond avec la « survivance nationale ».

Les militants du Parti nationaliste aussi parlent de « fédéralisme ». On hésite à en faire un programme politique. On attend que l'idée fasse son chemin chez les Noirs. C'est un mot pour l'instant suspect. « On y voit une manière de prolonger l'apartheid », explique-t-on.

M. Gleen Babb est député nationaliste. Il est un ancien ambassadeur au Canada. Il sait ce que c'est qu'un débat sur le fédéralisme. Il est sûr. « De Klerk ne remettra le pouvoir qu'à un régime permanent et légitime », dit-il, à l'occasion d'une entrevue.

L'homme vit les déchirements de ses compatriotes. « Serions-nous le géant que nous sommes devenus, si les réformes qui s'en viennent avaient été accomplies dans les années soixante, lors de la décolonisation ? », se demande-t-il. Il laisse la question sans réponse. Mais on n'a pas fini d'en débattre. L'Afrique du Sud fera encore beaucoup parler d'elle.

— FIN —

PARTICIPEZ AU

CONCOURS

ESSAI DE CONDUITE LE SOLEIL

PLUS DE

60000

EN PRIX

Rendez-vous chez un concessionnaire participant et faites l'essai sur route d'une voiture neuve ou démonstrateur 1991

VOUS POUVEZ GAGNER CHAQUE SEMAINE:
UN CERTIFICAT-CRÉDIT DE **500\$**
UN GRAND PRIX FINAL DE **3000\$**

RÈGLEMENTS

- Le concours débute le 8 avril et se termine le 17 mai 1991.
- Seules les personnes de 18 ans et plus, détenant un permis de conduire et admissibles aux conditions des assurances, sont éligibles à l'essai routier et au concours.
- Une personne éligible ne pourra déposer plus d'un coupon de participation par semaine chez chaque concessionnaire participant.
- Les règlements sont disponibles au quotidien Le Soleil et chez chaque concessionnaire participant.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

1) Faire un essai de conduite
2) Compléter le coupon de participation chez le concessionnaire ou celui publié dans le quotidien Le Soleil et le déposer chez un concessionnaire participant.

* Les prix hebdomadaires de 500\$ et le grand prix ne sont pas négociables et devront être appliqués sur l'achat ou la location d'un véhicule 1991, avant le 31 octobre 1991.

CONCOURS ESSAI DE CONDUITE LE SOLEIL

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____
Tél. bur.: _____ Res.: _____
Nom du concessionnaire: _____
Signature du représentant _____

CONCESSIONNAIRES PARTICIPANTS:

<p>BOULEVARD TOYOTA 120, rue Marais, Ville-Vanier (Intersection boul. de la Capitale/Pierre-Bertrand) 683-6565</p>	<p>Chatel AUTOMOBILES LTÉE 1350, BOUVIER, QUÉBEC 628-6336</p>	<p>centre HYUNDAI 1605, boul. Henri-Bourassa Québec 522-3738</p>	<p>CAPITALE NISSAN 125, Marais, Vanier, Québec. 681-0011</p>
<p>GRAND TRIANON Boul. de la Capitale (sortie Pierre-Bertrand) 683-4451</p>	<p>MARLIN Chevrolet Oldsmobile Inc. c'est grandement accueillant! 2145, boul. Charest Ouest Québec 688-1212</p>	<p>Montcalm Automobiles VOTRE GARAGE DE COMMERCE VENTE - LOCATION 529-2131 901, 1^{re} AVENUE, QUÉBEC</p>	<p>PAQUET SUZUKI c'est sur ton chemin 2280, boul. de la Rive-Sud Saint-Romuald 839-0059</p>
<p>Que-Bourg Auto (1984) Ltée 7777, boulevard Henri-Bourassa Charlesbourg 626-7777</p>	<p>Rendez Vous QUÉBEC MAZDA 1615, BOUL. HENRI-BOURASSA CAPITALE, SORTIE HENRI-BOURASSA SUD 529-8551</p>	<p>Autonobles 1040, boul. Pierre-Bertrand, Vanier 687-5544</p>	<p>Ste Foy NISSAN 2060, boul. Charest Ouest 681-7371</p>

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE!

En Bref

Le premier ministre albanais élu

TIRANA (Reuter, AP) — Le premier ministre albanais Fatos Nanos, mis en ballottage au premier tour des élections législatives albanaises, a été élu hier au second tour, selon des résultats encore provisoires. Fatos Nano aurait obtenu 54,3% des suffrages dans sa circonscription de Tirana, contre 45,7% à son rival du Parti démocratique (opposition), Sokrat Nesturi.

Sang et cheveux d'un Kennedy

WASHINGTON (AFP, AP, Reuter) — Le neveu du sénateur Edward Kennedy, William Kennedy Smith, principal suspect dans l'affaire de viol présumé qui se serait produit dans une propriété de la famille, a accepté de fournir à la police des échantillons de sang et de cheveux pour les besoins de l'enquête, a indiqué son avocat, Mark Schnapp, dans une déclaration à un quotidien newyorkais. Par ailleurs, un porte-parole du sénateur a confirmé qu'il avait été interrogé hier par la police de Palm Beach, bien que ni lui ni son fils Patrick ne soient des suspects dans cette affaire.

Premier puits éteint au Koweït

KOWEIT CITY (AP) — Les pompiers texans ont réussi hier à éteindre leur premier puits de pétrole sur plus de 500 auxquels l'armée irakienne a mis le feu en février avant de fuir devant les alliés. L'équipe de la Boots et Coots a utilisé de l'azote liquide et de l'eau pour éteindre cet incendie relativement petit.

Téhéran et les otages au Liban

NICOSIE (AP) — Le président du parlement iranien, Mehdi Karoubi, a déclaré hier que Téhéran essaierait d'obtenir la libération des 13 otages occidentaux détenus au Liban par des musulmans chiites fondamentalistes. Karoubi a toutefois nié qu'un troc à cet égard soit en cours de négociation pour dégelier les avoirs iraniens aux États-Unis.

Tyminski perd ses droits

VARSOVIE (AFP) — Stanislaw Tyminski, candidat malheureux contre Lech Walesa aux élections présidentielles de décembre dernier, ne pourra vraisemblablement pas se présenter aux futures élections parlementaires de l'automne prochain à la suite du vote d'un amendement à la Constitution requérant au moins cinq ans de résidence en Pologne. L'homme d'affaires à la triple nationalité polonaise, canadienne et péruvienne, a fondé récemment son propre parti politique, dénommé X, afin de participer aux premières élections législatives libres de la Pologne.

Un soldat de Napoléon en Israël

JERUSALEM (AFP) — Le squelette en bon état de conservation d'un soldat français de l'armée de Napoléon Bonaparte a été récemment découvert à Saint-Jean d'Acre (nord d'Israël), lors de fouilles archéologiques effectuées dans cette ville. Le squelette a été découvert sous la muraille qui entourait la ville, à l'époque où elle était assiégée par l'armée de Bonaparte en 1799. Durant l'expédition d'Égypte, destinée à couper à l'Angleterre la route des Indes, Saint-Jean d'Acre résista victorieusement à Bonaparte. Le général français retourna ensuite en France, où il renversa le pouvoir exécutif de l'époque, le Directoire.

Ni les cartes ni les dominos

ALGER (AP) — La mairie intégriste proche du Front islamique de salut (FIS) d'Amouchas (dans l'est de l'Algérie) a interdit les jeux de cartes et de dominos qu'elle considère comme « un danger pour la société ». Ces jeux rejoignent ainsi la liste des activités « ciblées » par le FIS: cinéma, théâtre, chansons et autres passe-temps « diaboliques », parmi lesquels figure... le sifflement.

Une intrépide grand-mère

CLEWISTON, Floride (Reuter) — Une Américaine a fêté samedi ses 86 ans en sautant pour la première fois en parachute. « Tout le monde a dit que j'étais folle, mais je n'ai pas eu peur le moins du monde », a déclaré Manya Joyce. Il est vrai que, dans les années 1920, elle n'avait déjà pas hésité à jouer aux cartes avec les hommes d'Al Capone, sur lesquels elle réalisait un reportage pour le « Chicago Tribune ».

LE MONDE

Une antenne est débloquée dans l'espace

CAP CANAVERAL (AP, AFP) — L'astronaute Jerry Ross, assisté par son coéquipier Jay Apt a réussi hier soir à débloquent l'antenne principale de l'observatoire à rayons Gamma perché sur le bras mécanique de la navette spatiale Atlantis après avoir effectué une sortie dans l'espace.

La réparation de l'antenne de 4,8 m, qui avait refusé de se déployer lors de six tentatives des contrôleurs au sol de la NASA, devait prendre plus d'une heure mais les astronautes ne sont restés dans l'espace que 19 minutes.

« Elle est libérée, elle est libérée, je peux la voir bouger, elle est libérée », s'est écrié Jerry Ross tandis que l'antenne se déployait.

L'antenne ne s'était pas déployée car son système de blocage était entièrement verrouillé. L'astronaute n'a eu qu'à la secouer un peu pour la libérer.

Le satellite de 17 tonnes, qui vaut 617 millions\$ a été ensuite entièrement libéré. Sa libération, qui ne pouvait intervenir qu'une fois son antenne et ses panneaux solaires déployés, a été accueillie avec soulagement par la NASA.

Destiné à l'étude des rayonnements Gamma provenant des objets les plus énergétiques du cosmos, il s'agit du plus gros satellite jamais emporté par une navette, dont il occupait environ la moitié de la soute. Il doit rester deux ans dans l'espace.

Cette sortie dans l'espace est la seconde improvisée par la NASA au cours d'un vol de navette, après celle réalisée en avril 1985 par Jeffrey Hoffman et David Griggs pour installer une tapette à l'extrémité du bras robot.

Jay Apt et Jerry Ross, qui devaient effectuer une autre sortie dans l'espace aujourd'hui pour essayer du matériel nécessaire à la construction des futures stations spatiales, doivent revenir sur terre mercredi.



Une femme kurde transportée à la fois sa petite fille et des miches de pain obtenus dans un camp de réfugiés à la frontière irako-turque.

Les secours aux Kurdes arrivent

La Turquie menace l'Irak

(AP, Reuter, AFP) — L'aide humanitaire internationale aux Kurdes a commencé à se concrétiser hier avec les premiers parachutages de vivres par des avions militaires américains et l'annonce d'opérations du même genre par la France à partir d'aujourd'hui. Mais, après la Turquie, l'Irak a fait savoir qu'il n'accepterait plus de réfugiés

700 000 Irakiens, pour la plupart en provenance du Kurdistan.

Au Kurdistan irakien, la situation restait dramatique pour les réfugiés. Un journaliste de l'Associated Press, qui se trouve avec les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, rapportait que de nombreux combattants kurdes jetaient leurs armes le long des routes pour accompagner leurs familles

au-delà de la frontière, mais affirmaient qu'ils reviendraient combattre Saddam Hussein.

Par ailleurs, plusieurs coups de feu ont été tirés hier matin depuis les locaux de l'ambassade d'Irak à Stockholm, après que des manifestants kurdes eurent lancé un cocktail-molotov contre le bâtiment, a-t-on appris de source policière.

Le Koweït aux urnes en 1992

NICOSIE (Reuter, AFP) — L'élection d'un nouveau parlement koweïtien aura lieu l'an prochain, a déclaré hier l'émir du Koweït, qui, sans fixer de date, a aussi promis d'envisager d'accorder aux femmes le droit de vote et de se porter candidates.

L'émir, Cheikh Djaber al Ahmed al Sabah, cité par l'agence koweïtienne KUNA, prononçait sa première allocution nationale depuis son retour d'exil après le départ des forces irakiennes.

L'opposition koweïtienne a salué hier cette promesse de l'émir mais a exprimé ses regrets de voir ces consultations repoussées à une échéance trop lointaine.

L'émir a ajouté qu'il demanderait « aux amis du Koweït » — allusion aux pays membres de la coalition internationale — de maintenir leurs forces terrestres avec nous pour repousser tout acte dément auquel le tyran (le président irakien Saddam Hussein) pourrait se livrer tant qu'il est au pouvoir.

Aux termes d'une résolution de cessez-le-feu acceptée samedi par Bagdad, les troupes américaines se retireront du sud de l'Irak. Une force de maintien de la paix de l'ONU patrouillera dans une zone démilitarisée le long de la frontière irako-koweïtienne.

Cheikh Djaber a également déclaré que le gouvernement effacerait les dettes dues par les Koweïtiens aux banques commerciales, afin de les aider à se remettre de la guerre.

Depuis son retour, intervenu deux semaines après le départ des forces irakiennes chassées par les troupes de la coalition internationale, l'émir a subi des pressions de plus en plus grandes pour qu'il procède à des réformes politiques.

L'émir, dont la famille dirige le Koweït depuis 250 ans, a dissous le parlement démocratiquement élu en 1986, invoquant un complot étranger visant à déstabiliser le pays.

Des élections à une assemblée comptant 75 sièges, au rôle largement honorifique, avaient eu lieu depuis en juin dernier. Elles avaient été boycottées par le mouvement en faveur de la démocratie qui prône le rétablissement de la chambre de 1986 ou de l'élection d'une nouvelle chambre en vertu de la Constitution de 1963.

Des oeufs pour Kohl

ERFURT (AFP, Reuter) — Environ 300 manifestants ont conspué et jeté des oeufs hier sur le chancelier Helmut Kohl, en visite à Erfurt (sud-est de l'ex-RDA).

M. Kohl, qui effectuait sa première visite en Allemagne orientale depuis sa triomphale réélection en décembre dernier, a été accueilli par un concert de sifflets par les protestataires alors qu'il pénétrait dans le parlement régional du Land (Etat régional) de Thuringe.

Le chef du gouvernement s'est entretenu dans le parlement avec des élus municipaux et régionaux de la grave crise économique qui frappe l'ex-RDA. Un tiers de la population active y est au chômage partiel ou total.

« Menteur », « Dehors », hurlaient les manifestants, des jeunes pour la plupart. « 800 000 chômeurs, 2 millions de travailleurs à temps partiel qui ne travaillent plus, ça suffit », pouvait-on également lire sur les calicots des protestataires.

La manifestation organisée par les Verts a contrasté avec l'accueil chaleureux réservé au chancelier dans la matinée, lors d'une précédente promenade dans le quartier médiéval d'Erfurt.

Le chancelier que l'Allemagne orientale serait prospère « dans trois à cinq ans », en dépit de la crise économique qui la frappe depuis plusieurs mois.

Helmut Kohl s'est engagé à revenir à Erfurt dans un an pour faire le bilan de la reconstruction dans la ville.

Par ailleurs, la « troisième génération » de la Fraction Armée Rouge (RAF), qui a détaillé samedi dans une lettre les raisons de l'assassinat du président de la Treuhandanstalt, Detlev Rohwedder, se définit désormais comme la planche de salut des Allemands de l'Est « colonisés » par leurs compatriotes occidentaux.

Cheney doute du succès de Gorbatchev

(Reuter, AFP) — Le secrétaire américain à la Défense Dick Cheney a déclaré hier qu'il paraissait de plus en plus possible que le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev puisse perdre le pouvoir.

« Je crois qu'il lui faut encore apporter le type de changement économique et de réforme essentiels (...) pour réussir », a dit Dick Cheney dans une interview à la chaîne de télévision ABC.

Il a ajouté que les prédictions relatives à un éventuel échec du numéro un soviétique semblaient « de plus en plus fondées ».

Le secrétaire à la Défense avait déclaré en février que l'effondrement de l'économie soviétique pourrait provoquer une guerre civile.

Entretiens, le président géorgien, Zviad Gamsakhurdia, a prévenu Gorbatchev du risque de grève générale en Géorgie si Moscou ne retire pas ses troupes de la région géorgienne d'Ossétie du Sud, en proie à des troubles interethniques.

Un porte-parole du gouvernement géorgien a déclaré que le chef de l'Etat géorgien avait envoyé samedi une lettre à Mikhaïl

Gorbatchev pour lui dire que les ouvriers se mettraient en grève si les troupes soviétiques n'étaient pas retirées de cette région. Il ne précise pas quand commencerait la grève et combien de temps elle durerait.

Défiant Moscou, le Parlement géorgien avait retiré l'an dernier son statut d'autonomie à l'Ossétie du Sud. Depuis, le Kremlin y a envoyé des renforts de troupes et des unités du ministère de l'Intérieur pour faire cesser les affrontements interethniques entre Ossètes et Géorgiens de souche, qui ont déjà fait des dizaines de morts.

Par ailleurs, les animateurs des grévistes en Union Soviétique, aussi bien les mineurs de charbon

que les ouvriers de Minsk, la capitale de la Biélorussie, se déclarent déterminés à poursuivre leur mouvement en essayant d'en garder le contrôle alors que le Kremlin a fait quelques concessions, sans céder sur le fond.

Enfin la désignation d'un responsable de la milice (police) pour Moscou et sa région donne lieu à une nouvelle confrontation entre le gouvernement central et le gouvernement de Russie. La capitale se trouve maintenant avec deux chefs de la milice, l'un nommé par la Russie et l'autre par l'URSS.

L'afflux des réfugiés a amené Téhéran à annoncer la fermeture de sa frontière. Le président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani a triplé l'aide iranienne aux réfugiés, la portant à 42 millions \$, mais a lancé un nouveau appel à l'aide internationale. Radio-Téhéran a fait état d'un « besoin urgent » de produits alimentaires de base, de couvertures, de lampes portatives et de vêtements. L'Iran affirme avoir accueilli depuis le début de l'insurrection en Irak quelque

7 à 9
petits déjeuners conférences

« LA SUPERVISION VISANT L'ACTION: L'AUTOSUPERVISION »

MONSIEUR RENAUD GOSSELIN, PRÉSIDENT
Renaud Gosselin et Associés Inc.

DATE: le jeudi 11 avril 1991
HEURE: 7h30 à 9h
LIEU: HÔTEL/MOTEL CARILLON
Salle Candillon
2800, boul. Laurier
Sainte-Foy (Québec)

COÛT: 21,40\$/participant (incluant TPS)

Information et réservation:
Mme Lucie Nadeau (418) 648-5526

Banque Nationale de développement
Fédéral Business Development Bank
Canada

NOUVEAU

MARIE-COEUR
653-8675
Professionalisme, efficacité
confidentialité assurée

À 1 2 PRIX "DEUX FONDUES"

DU DIMANCHE AU MERCREDI
à 1/2 PRIX jusqu'au 1er mai 1991

FONDUE CHINOISE 6,75
FONDUE AU POULET 6,75
MOULES ET FRITES 6,75
{ Marinière ou poulette

En spécial

MUSIQUE avec Catherine Simard vendredi et samedi

651-6905

2845, chemin Gomin (500 pi à l'ouest de Place Laurier)

DANS LE CADRE DE LA

SEMAINE INTERCULTURELLE NATIONALE

PARTICIPEZ AU CONCOURS "Prenez le temps de nous connaître"

3 GRANDS PRIX À GAGNER

- Un week-end à Montréal, comprenant l'hébergement à l'Hôtel Le Quatre-Saisons, les petits déjeuners, une visite des quartiers ethniques avec deux repas pour deux personnes.
- Des pays et des hommes, Larousse. Une collection en 8 volumes.
- La grande encyclopédie du monde, Atlas. Une collection de 14 volumes.

POUR PARTICIPER

- Remplissez le coupon de participation ci-joint et retournez-le à l'adresse indiquée avant minuit le 19 avril 1991.
- Le tirage aura lieu le 25 avril 1991 et le nom des gagnants sera dévoilé à l'émission TéléService la journée même.
- La valeur totale des prix est de 3400 \$.

Écoutez **TÉLÉSERVICE** à Radio-Québec entre 16h30 et 19h30 tous les jours du 8 au 12 avril pour en savoir plus sur le rapprochement interculturel!

CONCOURS "PRENEZ LE TEMPS DE NOUS CONNAÎTRE"
C.P. 3000 Succ. C
MONTREAL QC
H3L 4K9

QUESTION: De quel pays était originaire Christophe Colomb?

REPONSE: _____

Nom: _____ Age: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Code postal: _____

LESOLEIL
Le Soleil pour tout le monde!

Le Quatre-Saisons
MONTREAL

Radio Québec

UNE PELOUSE VERTE

c'est **GARANTI!**

TRAITEMENTS GRANULAIRES

2 OPTIONS: 4G+ OU 3G+

- Applications d'engrais granulaire
- Contrôle des mauvaises herbes
- Contrôle des insectes
- Source minérale complète à effet prolongé

ESTIMATION GRATUITE
CONSULTEZ NOS SPÉCIALISTES

TRAITEMENTS DE PELOUSE
HAMEL

6029, boul. Hamel
Ancienne-Lorette
Québec

872-9577

une filiale du CENTRE JARDIN HAMEL

ÉDITORIAL

Incohérences inquiétantes à la DPJ

Ces derniers mois, les médias ont rapporté plusieurs cas où la Direction de la protection de la jeunesse est intervenue pour retirer d'urgence des enfants de leur famille. Plusieurs de ces dossiers se sont avérés sans fondement, après procès.

Des enfants ont été perturbés et des parents ont vu leur réputation détruite, en raison d'interventions inopportunes et irréfléchies de la part de la DPJ.

La Direction de la protection de la jeunesse remplit un rôle essentiel dans notre société, en protégeant les enfants des sévices physiques et des abus sexuels.

Mais la DPJ dérape à l'occasion et attrape dans ses filets, en plus des abuseurs, bon nombre de parents que les spécialistes décrivent comme « dépassés par les événements » plutôt que malintentionnés à l'endroit de leur progéniture.

Leurs enfants leur sont tout de même retirés avec célérité, à la surprise des organismes communautaires spécialisés dans l'aide à l'enfance, et le processus de judiciarisation est entamé en catastrophe.

À ces abus d'intervention s'ajoutent les cas, de plus en plus nombreux, où l'organisme est intervenu dans des chicanes de couples divorcés cherchant, au moyen d'une plainte du genre, à obtenir la garde des enfants.

Il y a quelques années, les plaintes relatives à des abus de pouvoir ou d'interventions de la DPJ représentaient 8 % des dossiers de la Commission de protection des droits de la jeunesse. Ce problème est certainement, encore aujourd'hui, toujours moins important que celui des enfants placés dans des lieux inadéquats, en raison du manque de ressources, ou abandonnés dans le réseau.

Cela soulève toutefois la question de la formation des professionnels qui interviennent en situation d'urgence. Or on découvre que ce travail difficile et épuisant, qui demande un jugement et une expérience indiscutables, est trop souvent confié à des débutants.

Le taux de roulement du personnel à la DPJ et le nombre élevé de cas à traiter entraînent en effet l'embauche régulière de surnuméraires et, même, l'utilisation de stagiaires en formation. La DPJ est devenue une porte d'entrée pour les professionnels en quête d'un premier emploi.

Des professionnels oeuvrant en milieu communautaire ne cachent pas qu'ils font affaire avec la DPJ, avec une certaine appréhension. On ne sait jamais si le traitement du cas sera impeccable ou carrément déficient. Des signalements de cas évidents restent sans réponse alors que des interventions rapides sont faites sans motifs suffisants. Toute décision inopportune est évidemment dommageable pour l'enfant.

Il y a si peu de constance dans les décisions de la DPJ qu'on se demande si celles-ci découlent d'une politique claire ou si elles ne relèvent pas plutôt de l'orientation personnelle du professionnel au bout du fil.

L'arbitraire actuel confirme en tout cas les craintes qu'entretiennent de nombreux parents, inquiets, par exemple, de passer pour des tortionnaires en se présentant à l'hôpital avec un enfant couvert de bleus à la suite d'une vilaine chute de bicyclette?

La réforme des services sociaux, qui viendra peut-être, un jour, couronner l'oeuvre de l'actuel ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Marc-Yvan Côté, pourrait apporter un correctif. En créant un organisme indépendant pour les services à l'enfance, on espère attirer des professionnels ayant le goût de développer une approche commune pour mieux intervenir auprès des enfants en difficulté.

Il faut espérer que ces changements de structures empêcheront à l'avenir d'envoyer au front de jeunes stagiaires pour accomplir des missions aussi importantes et délicates.

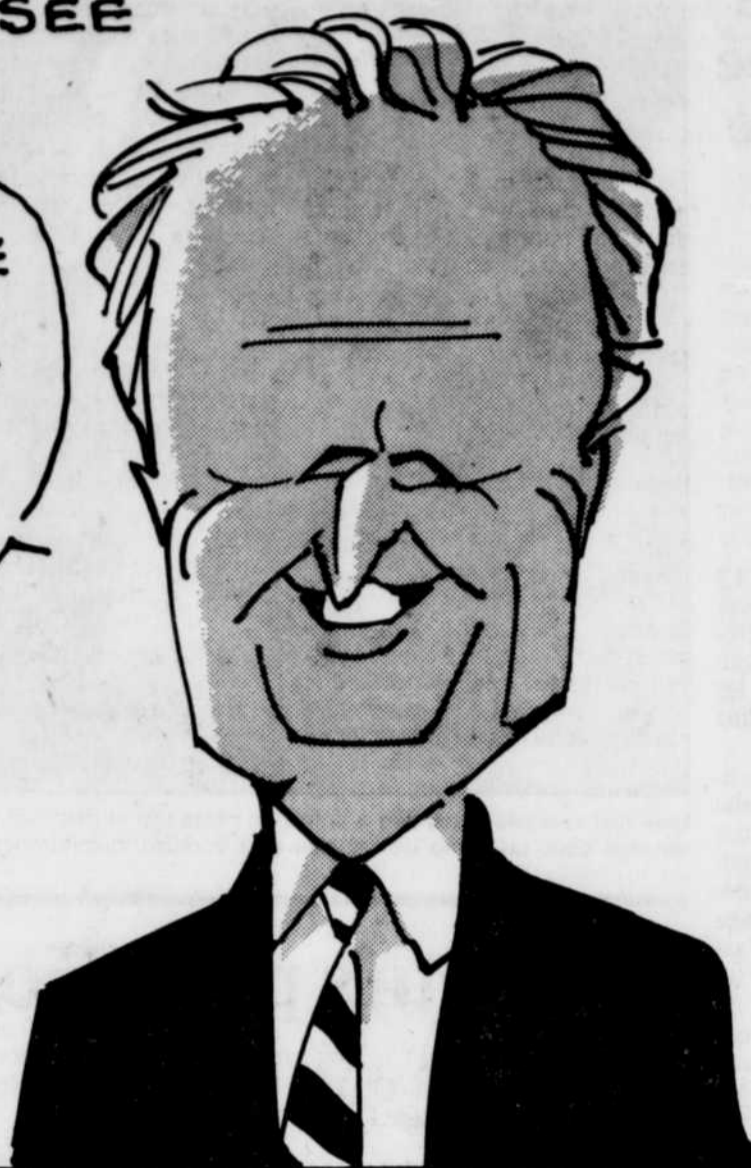
MARIE CAQUETTE

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur:
ROBERT NORMANDÉditeur adjoint et rédacteur en chef
et directeur de l'édition:
J.-JACQUES SAMSONDirecteur de l'information:
DENIS ANGERSVice-président exécutif:
DENIS CLICHE

NOUVEAU COLISÉE

JE PROPOSE
UNE TAXE
SUR TOUTE
BOISSON
AL-COLISÉE



BERTHO

Notes de lecture

Gorbatchev, l'URSS et l'Islam

par
Raymond
GIROUX

Mikhaïl Gorbatchev tente de changer le système de l'intérieur. Boris Eltsine veut changer le système. D'où l'affrontement permanent maintenant entre les deux figures de proue de la nouvelle révolution soviétique.

Le premier préside l'Union. Le second préside la Russie, coeur de l'URSS. Pour réussir, Gorbatchev devra accomplir « un délicat numéro d'équilibriste qui suppose, si l'on veut le réussir, des compromis tactiques et stratégiques », écrit le journaliste allemand Gerd Ruge dans son *Mikhaïl Gorbatchev*.

Eltsine, par contre, aura une rude partie à jouer, car il « recherche aussi bien l'appui de ceux qui veulent des changements fondamentaux que ceux qui sont effrayés par l'économie de marché », ajoute-t-il. Les tourments politiques actuels qui ébranlent la Moscovie et tout l'empire dans sa traîne auront un impact sur le monde entier.

L'auteur ne camoufle pas les difficultés de la tâche qui at-

tend encore Gorbatchev, malgré la sympathie évidente qu'il lui porte. L'oeuvre tient d'ailleurs carrément de l'histoire sainte, dans les pages sur l'enfance et la jeune carrière du leader soviétique.

Mais le journaliste politique reprend quand même le dessus sur le biographe de fin de semaine tout excité d'avoir pu visiter le village natal de son héros. D'accord, il voit la vie surtout en rose. « Gorbatchev n'est pas un souverain tout-puissant, et n'a jamais voulu l'être », écrit-il.

Aussi : « c'est précisément parce qu'il est profondément convaincu de la nécessité de démocratiser la société soviétique qu'il se refuse à imposer le changement par voie d'autorité ». Et le gouvernement par décrets, alors ?

Ruge déborde d'optimisme, sinon de complaisance, en attribuant à son héros « une pensée nouvelle dans un monde en crise et en pleine mutation ». Disons que Gorbatchev essaie de survivre politiquement dans un pays en faille et au bord de la désintégration.

Le livre, malgré ces réserves sur l'appréciation politique de l'oeuvre de Gorbatchev et les pages hagiographiques sur sa formation personnelle, attache le lecteur. Sans fausse flatterie,

rappelons que Gorbatchev a réalisé sa maîtrise naturelle des communications lors de son voyage au Canada en tant que responsables des politiques agricoles, en 1983.

Passionnante, également, cette analyse de l'empire soviétique vue sous l'angle musulman par l'historien iranien Amir Taheri. Intitulée tout simplement *Islam/URSS*, son ouvrage fait découvrir une facette inconnue de la réalité soviétique.

Soixante-dix ans de domination communiste n'ont gommé en rien la présence de l'Islam. « Bien qu'ayant occupé tout l'espace public, le communisme n'est jamais réellement parvenu à empiéter sur l'espace privé », écrit Taheri. Les gens, dans leur grande majorité, n'ont pas cessé de se sentir musulmans en famille, avec des amis ou seuls avec leur conscience.

Phénomène nouveau, toutefois, dans le contexte des bouleversements qui ébranlent l'Union soviétique : l'Islam reprend lentement mais sûrement sa place dans l'espace public. Les écoles religieuses s'implantent un peu partout, du Caucase à l'Asie centrale.

La révolution russe s'était présentée dans ces territoires comme la lumière au bout de quelques siècles de grande noirceur. Les musulmans re-

jetent maintenant cette thèse et redécouvrent leur passé souvent glorieux.

L'Islam est imperméable au communisme, et vice-versa. Les deux philosophies construisent des sociétés globales, y emprisonnent les individus dans toutes leurs sphères d'activités.

Les musulmans, en outre, ne se reconnaissent pas dans la maison commune européenne recherchée par Gorbatchev. Taheri estime que le président soviétique considère l'Islam comme un ennemi de l'État et qu'il le surveille étroitement. D'ailleurs, il reprend avec amertume le constat que l'on peut être arrêté facilement en Azerbaïdjan pour des paroles qui sont prononcées en toute impunité sur les télévisions des pays baltes. Deux poids, deux mesures, en clair.

L'Occident, conclut l'historien, sous-estime gravement le rôle que joueront les musulmans dans la réussite ou l'échec de Gorbatchev. Pourtant, même les responsables soviétiques comprennent mal l'apport indéniable et légitime de cette société tout à fait distincte.

★ Ruge, Gerd, *Mikhaïl Gorbatchev*, Paris, Éditions du Seuil, 352 pages.

★★ Taheri, Amir, *Islam/URSS*, Paris, Tsuru Éditions, 336 pages.

Votre Opinion

Expo-Sciences 1991

Dans la chronique de Jacques Dallaire du 19 mars dernier se sont glissées des insinuations quelque peu injustes. Quand on parle de jugements subjectifs, il faudrait apporter des preuves, surtout quand cela laisse entendre qu'il pourrait y avoir de l'injustice.

La championne, Anik Dorval, a l'expérience de ce concours ; elle s'y est présentée depuis la 1re année de son secondaire. D'ailleurs, celui qui a remporté le 2e prix, Pascal Dionne, en était à sa 3e participation. L'expérience rapporte un jour !

Vous reconnaîtrez comme moi que des kiosques manquaient de rigueur, et même de présentation. Je vise ici les kiosques des plus âgés ; j'admire les plus jeunes qui se lancent dans une telle aventure.

Que dire par exemple du kiosque portant sur l'environnement où le mot-titre environnement était écrit avec 2 « R » ! Avez-vous consulté certains dossiers préparés par les candidats ? Les juges ne peuvent pas ignorer la valeur de ces « cahiers de notes ». Et je crois qu'Expo-

Sciences doit exiger une présentation de bon goût, et surtout, une présentation qui respecte la langue. Pas de rebais sur ce point, S.V.P., si l'on veut conserver une expo de qualité !

Et pour atteindre cette qualité, il faut y consacrer beaucoup de temps. Les jeunes qui veulent présenter des kiosques dignes d'une exposition de cette envergure s'y préparent parfois pendant un an. Pour atteindre leurs ambitions, ils travaillent des heures et des heures. Savez-vous que la championne a consacré à sa recherche, plus de 500 heures ?

Et pourquoi s'offusquer qu'Anik Dorval a été championne 3 ans de suite ? S'offusque-t-on qu'une équipe sportive remporte le trophée plusieurs années de suite ? S'offusque-t-on quand le champion olympique, Kurt Browning, gagne la médaille d'or 3 fois de suite ? Le premier prix ne peut être gagné que par l'exposant qui le mérite le plus. Une région va-t-elle choisir une équipe sportive secondaire pour la représenter à une compétition provinciale ou nationale ? Non ! Alors, Expo-Sciences de Québec, a tout à fait raison de choisir les meilleurs candidats pour repré-

senter la région à Expo-Sciences de Matane.

Bravo à tous ces jeunes qui relèvent le défi d'Expo-Sciences ! Je vous admire. Bonne chance à tous les jeunes de la région de Québec qui vont se rendre à Matane !

Henri Piolain, directeur général
Collège de Champigny, Ste-Foy

Cher monsieur,

Il ne faudrait pas me faire dire ce que je n'ai jamais écrit ! En aucun moment, je n'ai remis en question la qualité du travail présenté par la lauréate. Mes commentaires portaient sur la valeur du jugement final rendu. J'ai d'ailleurs questionné, précisément là-dessus, M. Lévis Lemire, vice-président du conseil d'administration du Conseil du loisir scientifique et l'un des cinq membres du jugement final. M. Lemire a reconnu que ce jugement n'était pas exclusivement objectif. J'ose croire que l'expérience de ce concours ne pèse pas sur le jugement final et qu'Expo-Sciences de Québec n'emprunte pas au modèle olympique pour choisir les meilleurs !

JACQUES DALLAIRE

Un faux discours

Sous la signature de Jacques Drapeau, votre journal du lundi 4 mars dernier rapportait, coiffé du titre « L'homéopathie étudie le patient avant le médicament », les propos tenus par un industriel français, M. Albert Claude Quemoun, devant un groupe de Sainte-Foy.

À signaler que dans un court article en marge du premier, on rappelle que M. Quemoun est le président-directeur général du laboratoire scientifique homéopathique et Rocal de Paris, un des membres de l'industrie homéopathique française. Le moins que l'on puisse dire, c'est que M. Quemoun ne manque pas d'intérêt à promouvoir ce qu'il fabrique, tout comme le font, au Québec, un certain nombre de ses concurrents français, et de le faire sous le couvert d'un programme de formation.

Les déclarations de cet homme d'affaires s'assimilent à celles de tous les autres protagonistes de l'homéopathie. Elles s'appuient sur le fait que ce mode thérapeutique semble en demande, de plus en plus. Les bienfaits qu'on lui attribue ne reposent sur aucune autre preuve que sur des déclarations. Cela revient à dire

que « c'est bon parce qu'on vous dit que c'est bon » et cela même si le produit en cause est tellement dilué qu'il n'en reste plus ou à peine dans la préparation qui est prise.

À partir de là, libre à quiconque d'échafauder toutes sortes d'arguments chocs, tels ceux que rapporte votre journal : « On ne fait pas que traiter la maladie, on la prévient également » « (...) on ne peut prétendre guérir qu'à condition de remonter à la cause ». Contrairement à l'allopathie qui emploie des forces susceptibles de combattre l'envahisseur indésirable et les symptômes gênants qu'il provoque, l'homéopathie stimule les défenses naturelles pour les rendre plus efficaces.

Pur discours. Déclarations sans preuve. La science est bien différente de la religion. Pas question de dogme ou de foi aveugle. Il faut faire la démonstration de la validité d'une théorie ou d'un traitement.

Pour compléter le tout, votre journal publie une photo des « biologistes » du Centre d'enseignement homéopathique de Québec, ayant en main le Guide pratique des médicaments de l'Association médicale canadien-

ne, dans lequel il n'est nullement question de produits homéopathiques.

Tant qu'on n'a y être, enveloppons-nous d'un certain voile d'orthodoxie et utilisons la voie subliminale !

Est-ce trop demander à un journal comme LE SOLEIL qu'il fasse preuve de rigueur et évite de s'engager dans la voie de la désinformation qui est si chère à d'autres types de publications ?

Augustin Roy, md, président
secrétaire général, Corporation professionnelle des médecins du Québec

Copie non conforme

Tous ceux qui ont commenté le rapport Allaire ont fait ressortir le virage souverainiste du Parti libéral du Québec. Selon eux, ce document accorde une dernière chance au fédéralisme. En cas de rejet par le Canada anglais, le gouvernement devrait consulter le peuple québécois sur la souveraineté.

Avec respect, je soumets qu'une telle interprétation n'est pas conforme avec celle du chef de ce parti. (...)

Marc-André Labrecque
Ancienne-Lorette

Services universitaires dans Chaudière-Appalaches

La région choisit Laval et l'UQAR

LÉVIS — Mettant en veilleuse ses ambitions de voir s'élever une université autonome sur son territoire, la région Chaudière-Appalaches se tourne vers l'université Laval et l'Université du Québec à Rimouski pour offrir des services universitaires à ses 360 000 habitants.

par GILBERT LEDUC
LE SOLEIL

Après plusieurs mois de pourparlers durant lesquels furent élaborés successivement des projets de service de courtage de cours universitaires, d'université autonome et de constituante de l'Université du Québec, la région a finalement accepté vendredi l'offre de l'université Laval (UL) et de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) qui s'engagent à intensifier leur présence sur la Rive-Sud.

Selon M. Léonce Beaupré, directeur général de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et président du comité chargé d'identifier les besoins de la région en matière de services universitaires, la proposition retenue suggère la création de deux centres d'études universitaires, l'un à Lévis et l'autre à Saint-Georges, autour desquels graviteront des sous-centres à Montmagny, Sainte-Marie et Thetford Mines.

« À Lévis et à Saint-Georges, des comités avisés seront mis sur pied pour examiner les besoins et faire des propositions sur les priorités d'enseignement. Ils seront majoritairement composés de représentants du milieu », explique M. Beaupré qui signale qu'une recommandation sera transmise d'ici le 17 avril à la ministre de l'Enseignement supérieur de la Science, Mme Lucienne Robillard.

Les implications financières de cette proposition sont minimes.

On prévoit utiliser les espaces disponibles dans les établissements du réseau pour loger les étudiants et le personnel administratif.

Quant à la venue d'une université autonome, M. Beaupré n'y croit pas « dans un avenir prévisible ». Le bassin de clientèle est insuffisant pour justifier un tel équipement.

Services de qualité d'abord

Loin de vouloir chercher à brimer les aspirations légitimes de Chaudière-Appalaches, l'UL et l'UQAR ont toujours prétendu que le développement des services universitaires sur la Rive-Sud devait passer par une intensification de leurs activités sur le territoire plutôt que sur la création d'une université autonome.

« Il est faux de prétendre que nous sommes des gros méchants qui refusent de collaborer à l'avancement d'une région de crainte de voir arriver un compétiteur dans le décor », déclare le vice-recteur aux études à l'UL, M. Jean-Claude Méthot, en réponse aux critiques du député de Lévis, M. Jean Garon (un partisan d'une université de l'Est du Québec avec deux campus à Lévis et à Rimouski), qui croit que Laval cherche avant tout à protéger son « hégémonie ».

Au cours d'entrevues avec LE SOLEIL ces jours derniers, le porte-parole de l'UL et de l'UQAR ont expliqué les raisons motivant leur opposition à l'implantation d'un campus universitaire sur la rive droite du Saint-Laurent.

« Le dynamisme provoqué par la présence d'une université sur le développement économique d'une

ville ou d'une région est indéniable. Pensez à l'impact de l'université Laval sur la vie commerciale de Sainte-Foy », souligne M. Patrice Turcotte, directeur général du premier cycle à l'UL.

« Nous comprenons que les intervenants de la Rive-Sud considèrent la venue d'une université comme un élément-moteur incroyable au développement régional. De notre côté, notre préoccupation est d'offrir les meilleurs services universitaires à une population qui en exprime réellement le besoin », poursuit-il.

« Ces derniers mois, la région a beaucoup parlé de structures universitaires, mais on a oublié les services », note M. Robert Paré, adjoint au doyen et responsable du bureau de l'UQAR à Lévis.

Les deux universités ont claire-

ment manifesté leurs intentions d'intensifier leurs actions dans Chaudière-Appalaches. L'UL a déjà annoncé qu'elle offrira un baccalauréat en administration des affaires à temps plein à Saint-Georges. L'UQAR n'attend qu'un signal pour donner le grand coup.

Sans tambour ni trompette, l'UQAR a fait une percée importante à Lévis. Depuis 10 ans, le nombre d'étudiants inscrits à un cours est passé de 923 à 3700.

« Depuis quatre ans, les pressions sont incessantes afin que nous élargissions notre éventail de cours et de programmes. Nos projets de développement ont été mis de côté pendant que la région réfléchissait sur ses besoins en matière d'enseignement universitaire. Aujourd'hui, nous sommes prêts à aller de l'avant », avoue M. Robert Paré.

■ Einstein en puissance

Les « forts en maths » de la région de Québec et de Chaudière-Appalaches participaient samedi, à l'école l'Envol de Saint-Nicolas, à un « Mathémathlon » organisé par l'Association des promoteurs de l'avancement de la mathématique à l'élémentaire (APAME). 38 équipes, soit 76 élèves de cinquième et sixième année avaient à résoudre une série d'équations. Il s'agissait là de la portion régionale ; au total, dans toute la province, 100 équipes de chacun des deux niveaux ont subi le même examen. Ceux-ci seront corrigés vendredi, à Montréal, et 50 bourses de 50 \$ seront attribuées parmi les gagnants, lors du congrès de leurs profs, les 3, 4 et 5 mai à Montréal.

■ Trois trophées « Champion »

La commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière a reçu samedi trois trophées « Champion » dans la catégorie « transport scolaire » lors du banquet de la Ligue de sécurité du Québec, qui s'est tenu à Montréal. Décernés dans le cadre du concours *Entre flottes 1990* de la Ligue de sécurité du Québec, ces trophées reconnaissent les performances des entreprises dont les flottes, ayant parcouru un million de kilomètres et plus, ont obtenu la plus basse fréquence d'accidents de la route évitables. La commission scolaire des Chutes-de-la-Chaudière a mérité les trophées dans les catégories « conduite urbaine », « conduite de banlieue » et « conduite intercity ».



Louis-Guy
LEMIEUX

Les immigrants (1)

À Québec, les quelques centaines d'immigrants nord-africains ne font pas le ramdam nocturne de mars et avril qu'on retrouve à Rabat, Alger ou Tunis, même si plusieurs d'entre eux observent les prescriptions du ramadan. Les Arabes de Québec ne forment pas ghetto. Ils cherchent à se fondre avec un individualisme notable dans la population locale.

La semaine interculturelle nationale organisée par le COFI, du 5 au 12 avril, est l'occasion de regarder de plus près qui sont ces immigrants qui ont choisi de s'installer au nord du Nord.

La question de l'immigration est d'autant plus intéressante que, comme on le sait, les Québécoises ont décidé de ne pas se reproduire. Avec un taux de fécondité de 1,1 par ménage, selon le dernier recensement, la région de Québec est l'une des moins fécondes en Amérique du Nord. Nous frôlons la catastrophe démographique, disent les spécialistes.

Pour survivre comme peuple, nous avons un urgent besoin d'immigrants qui fassent souche. L'immigrant idéal n'est pas nécessairement l'immigrant riche ou même diplômé. L'immigrant idéal, c'est celui qui marie une Québécoise (ou un Québécois) et qui nous fait une traînée d'enfants.

Un Marocain québécois

Abdesslam Guersch est bien représentatif de ces immigrants comme on les aime : fier de ses origines (marocaines) mais enraciné ici.

Agronome, président de l'Association des travailleurs marocains de la région de Québec, il travaille depuis plus de 20 ans au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation où il occupe le poste de secrétaire du Conseil des denrées alimentaires du Québec.

Plus encore, M. Guersch a marié une fille de la région de Bellechasse qui lui a donné, comme on dit, deux fils âgés de 13 et 10 ans : Tarick et Hakim. La famille Guersch habite Saint-Augustin-des-Desmaures.

Quand je l'ai rencontré, Abdesslam Guersch refusait café et cigarette : il n'avait pas mangé de la journée pour respecter le ramadan qui demande de s'abstenir de nourriture, de boisson, de tabac et de relations sexuelles, du lever au coucher du soleil. Et ce, durant les 30 jours du neuvième mois du calendrier islamique.

« Ma femme est catholique pratiquante et moi, musulman, dit-il. Cela ne nous pose pas problème. J'ai été élevé et j'éleve mes enfants dans le respect des autres et de leurs croyances religieuses. Mes enfants choisiront librement leur propre religion le jour où ils seront prêts à le faire », précise-t-il.

Un mariage comme les autres

M. Guersch se souvient d'ailleurs de son mariage comme si c'était hier. « Ma femme voulait se marier à l'église catholique. Il n'était pas question que j'abandonne la religion de mon père. J'ai été voir le curé et il a bien compris la situation. Nous nous sommes mariés à l'église même si je n'étais pas baptisé. Mes fils sont baptisés mais, après chaque cérémonie, je sacrifie un agneau selon la coutume... »

Né dans la région de Fez, au Maroc, Abdesslam Guersch a quitté son pays pour étudier l'agronomie, d'abord à Bruxelles puis à l'université Laval. Son diplôme en agronomie en poche, il est entré au ministère de l'Agriculture qu'il n'a pas quitté depuis.

Il s'occupe de l'Association des travailleurs marocains par esprit de service tout simplement. « Les Marocains qui immigreront dans la région de Québec n'ont pas le problème de la langue et sont autonomes en grande majorité », explique-t-il. Ce qui fait que l'association n'est là que pour aider les cas difficiles d'intégration qui sont rares, selon M. Guersch.

« Le Marocain cherche l'intégration dans le milieu québécois et, par individualisme naturel, il ne sent pas le besoin de se former en association », dit-il.

La communauté marocaine de la région de Québec compte 150 familles. 120 étudiants marocains fréquentent l'université Laval. Mêmes chiffres en gros pour les Algériens et les Tunisiens.



Abdesslam GUERCH

ÉCHOS du Bas Saint-Laurent et de la Gaspésie

Coalition urgence rurale veut des gouvernements partenaires

RIMOUSKI — Au terme de plus de 20 réunions de consultation menées un peu partout sur le territoire du Bas-Saint-Laurent, la Coalition urgence rurale (CUR) est plus forte que jamais et a maintenant toute une population derrière elle qui refuse le déclin et l'exode du monde rural.

textes de ERNIE WELLS
collaboration spéciale

Aujourd'hui à Rimouski, la Coalition urgence rurale, qui regroupe une quarantaine d'organismes socio-économiques du Bas-Saint-Laurent, annoncera ses intentions et ses attentes sur le devenir du développement du monde rural au cours des prochains mois.

Essentiellement, la coalition qui est très satisfaite des résultats de sa récente tournée de consultation, alors que plus de 1500 personnes ont fait connaître leurs opinions sur le développement du milieu rural, annoncera des moyens de pression qui pourraient être mis de l'avant si les divers paliers des deux gouvernements ne cessent pas de rationaliser certains services.

« On veut que les gouvernements jouent un vrai rôle de partenaires et cessent leurs coupures aveugles de services », indique le porte-parole de la Coalition urgence rurale, M. Jean-Claude Parenteau.

■ Mécontentement envers la réforme Ryan

ST-DONAT — La municipalité de Saint-Donat, située à quelque 40 km

au sud-ouest de Rimouski, a signifié par voie de résolution son plus profond mécontentement à l'endroit du gouvernement du Québec, dans le projet de la réforme de la fiscalité municipale. Dorénavant, comme l'a adopté le conseil municipal de l'endroit, la municipalité chargera aux commissions scolaires du territoire des frais de service se rapportant au rôle d'évaluation municipale, comme les mises à jour, ce qui leur était accordé gratuitement jusqu'à maintenant. La municipalité de Saint-Donat a aussi résolu que les commissions scolaires soient tenues de payer au moins 50 % du coût des mises à jour du rôle d'évaluation. « On fait ce que le gouvernement veut faire, on refait la facture à d'autres », a dit un porte-parole du conseil municipal. Le mécontentement de la municipalité de Saint-Donat l'amène aussi à se désister de toute activité de type promotionnel du ministère des Affaires municipales, comme la Semaine des municipalités, qu'elle ne soulignera d'aucune façon cette année. Saint-Donat, qui a une population de 800 personnes seulement, espère que les autres municipalités du Québec manifesteront aussi leur mécontentement.

■ Voyage Grandeur Nature, tome II

RIMOUSKI — Après trois années de recherche et de tournage à travers le Québec, et un investissement de 1,3 million \$, la deuxième série de Voyage Grandeur Nature sera diffusée à partir du jeudi 11 avril à 19 h 30 sur les ondes des trois stations de Radio-Canada dans l'Est, et à CBVT, Québec. Cette série de 12 émissions de 30 minutes chacune, lève le voile sur des images et des documents inédits sur la faune et son environnement. C'est toute la richesse et la diversité du patrimoine québécois qui sera ainsi portée au petit écran dans une oeuvre unique, voire même magistrale. Toute la production de cette seconde série est signée par la firme rimouskoise l'Imagerie du Québec. La compagnie Québec-Téléphone est le commanditaire majeur de Voyage Grandeur Nature.

APPEL D'OFFRES
VILLE DE VANIER

PROJET: POSTE DE POMPIERS - VILLE DE VANIER
ACHAT GÉNÉRATRICE
DOSSIER: 90-22

PROPRIÉTAIRE: VILLE DE VANIER
233, boulevard Pierre-Bertrand
Vanier (Québec)
G1M 2C7

ARCHITECTES: ST-GEORGES TREMBLAY BÉLANGER ET ASSOCIÉS
819, avenue Moreau
Sainte-Foy (Québec)
G1V 3B5

INGÉNIEURS EN MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ:
LES CONSULTANTS BRR
4655, boulevard Homel
Québec (Québec)
G1P 2J7

La Ville de Vanier, propriétaire, demande des soumissions pour l'achat d'une génératrice pour le poste de pompiers, situé au 83, rue Plante à Vanier.

Les plans, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau des architectes St-Georges Tremblay Bélangier et Associés, 819, avenue Moreau, Sainte-Foy G1V 3B5, téléphone 653-8341, contre un dépot de vingt-cinq dollars (25 \$), en argent ou sous forme de chèque visé, fait au nom du propriétaire, qui sera remboursé au soumissionnaire s'il remet les plans en bon état, dans les dix (10) jours qui suivent l'ouverture des soumissions.

Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission équivalant à 10% du prix de la soumission.

Les soumissions dans des enveloppes cachetées et adressées au propriétaire, La Ville de Vanier, 233, boulevard Pierre-Bertrand, Vanier (Québec) G1M 2C7, à l'attention de M. Pierre Rousseau, greffier, seront reçues à cette même adresse, jusqu'à 15 h, heure en vigueur localement, le jeudi 25 avril 1991, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour à la même heure. Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

VILLE DE VANIER, ce 3e jour d'avril 1991
M. Pierre Rousseau, greffier

233, boulevard Pierre-Bertrand
Vanier (Québec) G1M 2C7
Tél.: (418) 687-3530

APPEL D'OFFRES
VILLE DE VANIER

PROJET: POSTE DE POMPIERS - VILLE DE VANIER
CONSTRUCTION MEZZANINE ET INSTALLATION GÉNÉRATRICE
DOSSIER: 90-22

PROPRIÉTAIRE: VILLE DE VANIER
233, boul. Pierre-Bertrand
Vanier (Québec)
G1M 2C7

ARCHITECTES: ST-GEORGES TREMBLAY BÉLANGER ET ASSOCIÉS
819, avenue Moreau
Sainte-Foy (Québec)
G1V 3B5

INGÉNIEURS EN STRUCTURE ET MÉCANIQUE-ÉLECTRICITÉ:
LES CONSULTANTS BRR
4655, boulevard Homel
Québec (Québec)
G1P 2J7

La Ville de Vanier, propriétaire, demande des soumissions pour les travaux de construction d'une mezzanine et d'installation d'une génératrice au poste de pompiers, situé au 83, rue Plante à Vanier.

Les plans, documents contractuels et autres renseignements pourront être obtenus au bureau des architectes St-Georges Tremblay Bélangier et Associés, 819, avenue Moreau, Sainte-Foy G1V 3B5, téléphone 653-8341, contre un dépot de cinquante dollars (50 \$), en argent ou sous forme de chèque visé, fait au nom du propriétaire, qui sera remboursé au soumissionnaire s'il remet les plans en bon état, dans les dix (10) jours qui suivent l'ouverture des soumissions.

Les soumissions doivent être accompagnées d'une garantie de soumission équivalant à 10% du prix de la soumission.

Les soumissions dans des enveloppes cachetées et adressées au propriétaire, La Ville de Vanier, 233, boulevard Pierre-Bertrand, Vanier (Québec) G1M 2C7, à l'attention de M. Pierre Rousseau, greffier, seront reçues à cette même adresse, jusqu'à 15 h, heure en vigueur localement, le jeudi 25 avril 1991, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour à la même heure. Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

VILLE DE VANIER, ce 3e jour d'avril 1991
M. Pierre Rousseau, greffier

233, boulevard Pierre-Bertrand
Vanier (Québec) G1M 2C7
Tél.: (418) 687-3530

COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC

STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USÉES
PROJET 333
AVIS D'APPEL D'OFFRES N°: AO-52-49
MOBILIER INTÉGRÉ ET SIGNALISATION
LOTS 1426C ET 2426C
STATIONS EST ET OUEST

La Communauté urbaine de Québec recevra jusqu'à 15 heures, le 1er mai 1991, des soumissions pour la fourniture et l'installation de mobilier intégré et de signalisation pour les futures stations de traitement des eaux usées appelées "Station EST" et "Station OUEST".

Les documents de soumission sont disponibles aux bureaux de l'équipe de gestion du projet de la Communauté, 399, rue Saint-Joseph Est, 4e étage, Québec G1K 8E2, moyennant un paiement non remboursable de cinquante dollars (50 \$) pour chaque exemplaire, effectué sous forme d'un chèque visé à la Communauté urbaine de Québec.

Toute soumission, pour être acceptée, doit être accompagnée d'un cautionnement de soumission correspondant à dix pour cent (10%) du montant de la soumission et émis selon les prescriptions des documents de l'appel d'offres.

Toute soumission doit également être accompagnée des autres documents décrits dans l'avis aux soumissionnaires et être présentée en conformité avec les exigences mentionnées dans les documents de l'appel d'offres.

Toute soumission doit être présentée sous pli cacheté dans les enveloppes qui accompagnent les documents de l'appel d'offres et se trouver physiquement entre les mains du personnel du secrétariat de la Communauté, 399, rue Saint-Joseph Est, bureau 515, Québec G1K 8E2, à l'heure et au jour précédemment indiqués. Les soumissions sont ouvertes en public le même jour, à l'heure susdite, par le secrétaire ou son mandataire officiel, accompagné d'un témoin.

Seules seront considérées, les soumissions des entrepreneurs ayant leur principale place d'affaires au Québec (c'est-à-dire le principal établissement d'où les affaires sont dirigées et où le personnel de maîtrise et l'équipement se trouvent ordinairement).

La Communauté urbaine de Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues, ni à encourir aucune obligation d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires.

Le 8 avril 1991

La secrétaire par intérim de la CUQ,
Estelle Alain, avocate

Défense nationale National Defence

AVIS AU PUBLIC
CHAMP DE TIR DU CAMP DE VALCARTIER

Jusqu'à avis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit au champ de tir de Valcartier.

Le champ de tir se trouve à l'intérieur du camp de Valcartier, et la zone de danger est délimitée comme suit:

La limite est du secteur est une ligne tirée parallèlement à la route 371 (Loretteville à Saint-Gabriel de Valcartier) du côté ouest de ladite route; cette ligne débute à l'endroit, où la rivière Nelson intercepte la route 371 et se continue jusqu'au Lac Ferré; depuis ce point en direction nord-ouest jusqu'à la limite ouest du Monastère Mont Saint-Sacrement, puis en direction nord-est sur une distance de 4,8 km jusqu'à la route parallèle à la rivière Jacques-Cartier et du côté ouest de celle-ci; puis en direction nord-ouest jusqu'à 1,6 km passé la pointe extrême ouest du Lac Tantrarie. La limite nord de la zone consiste en une ligne droite tirée entre le point extrême nord de la limite est et le Lac de Claire. La limite ouest est une ligne tirée depuis le Lac de Claire jusqu'à un point situé à 1,6 km passé la barrière de l'ouest sise sur la route Lac Saint-Joseph — Base Valcartier, depuis ce point en direction nord-est jusqu'au Lac du Père puis en direction sud-est jusqu'à la rivière Jacques-Cartier. La limite sud de cette zone est une ligne droite tirée en direction est-sud-est du point extrême sud de la limite ouest sur une distance de 4,8 km depuis ce point en direction nord-est jusqu'au sommet du mont connu sous le nom de Brillant puis en direction nord jusqu'au point extrême sud de la limite est. Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS
Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans cette zone.

PAR ORDRE
Sous-ministre
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA
17630-77

Canada

Forum sur la famille: la balle est dans le camp de la société

La famille a changé. De par sa définition et les valeurs qui la façonnent. Et, bien que les débats entourant ce noyau de notre société semblent s'éterniser dans un tourbillon de discours, la famille n'est pas morte. Elle se bat bel et bien pour sa survie.

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

C'est ce qui ressort du forum sur la famille tenu hier à l'université Laval sous le thème « Avons-nous tué la famille? », où 12 intervenants étaient appelés à se pencher sur la question.

« Si la famille change, je serais porté à dire que c'est pour le mieux, affirme Réjean Tessier, psychologue à l'université Laval. Si les choses ne changeaient pas, la situation serait pire.

« Il y a eu des brisures et il y en aura encore. Mais les gens ne les veulent pas et font tout pour y remédier. Les efforts déployés prouvent à quel point les gens tiennent encore à la famille. »

De l'avis de la majorité des intervenants, le problème se situe principalement au niveau des alternatives proposées pour faciliter l'adaptation à ces changements. Les changements survenus au sein de la famille, et dont le principal motivateur a été la révolution féministe, ne sont pas ce qui menace aujourd'hui la famille. L'inertie sociale face à ces changements constitue la seule et unique menace. L'inertie des hommes face à la place qu'ils doivent désormais prendre dans cette vie familiale. L'inertie du patronariat et des instances gouvernementales.

« Les couples veulent encore des enfants, affirme Brigitte Lepege, ex-présidente du Conseil permanent de la jeunesse. Mais il faut également que la société les veuille ces enfants. Il faut que la société mette des ressources à la disposition des parents. Car même si le désir de procréer est encore bien vivant, il est plus difficile à réaliser sans une certaine acceptation sociale. »

La famille, en autant qu'elle n'est pas définie selon les termes qui la qualifiaient autrefois, ne se meurt donc pas dans l'oeuf. « C'est plutôt la société qui l'étouffe. »

Car, ce qu'il faut réaliser est que les raisons pour ne pas avoir d'enfants sont de plus en plus nombreuses. Taux de chômage à la hausse, difficultés de logement, récession, etc.

« Mais on ne peut revenir en arrière. La famille n'a pas à s'ajuster à la société. C'est à la société de s'ajuster à la famille. »

Les quelques efforts mis de l'avant par les instances gouvernementales ont certes fait avancer le débat de quelques pas, mais la route demeure longue.

« Je n'irais pas jusqu'à dire que le gouvernement traîne la patte, explique Violette Trépanier, la mi-

nistre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille. Le gouvernement a fait beaucoup, et il en reste encore beaucoup à faire.

« Le travail fait n'est pas tou-

jours visible. Mais la politique familiale que le gouvernement s'est donnée en 1987 a bel et bien confirmé ce désir de mettre sur pied des normes minimales de société permettant d'avoir accès à la famille et au droit parental. »



Peintres étudiants à l'oeuvre

Les Peintres étudiants, qui recueillent des fonds pour payer leurs études, se sont fait la main en fin de semaine en peignant les locaux de l'auberge des sourds située sur le boulevard Henri-Bourassa. Le mouvement étudiant a réalisé bénévolement un travail estimé à quelque 4000 \$ commandité par la firme Bétonel.

JOURNÉE DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC



M. CLAUDE TRUDEL
Premier vice-président aux opérations
L'OTO-QUÉBEC

TITRE: La gestion de l'essentiel
DATE: Le mercredi 17 avril 1991
HEURE: De 8 h 30 à 17 h 30
LIEU: Centre des Congrès de Québec
900, Autoroute Dufferin
Réservation: Secrétariat de la Fédération
de l'informatique du Québec (F.I.Q.)
692-0248

JOURNÉE DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC



M. JACQUES LAMBERT, B.Sc.
Gérant des systèmes et des services
auxiliaires IPL INC.

TITRE: L'informatique, outil de rentabilité
DATE: Le mercredi 17 avril 1991
HEURE: De 8 h 30 à 17 h 30
LIEU: Centre des Congrès de Québec
900, Autoroute Dufferin
Réservation: Secrétariat de la Fédération
de l'informatique du Québec (F.I.Q.)
692-0248

JOURNÉE DE L'INFORMATIQUE DU QUÉBEC



M. ELIE RABBAT, c.a.
Chef de service
Gestion de l'information et contrôle interne
HYDRO-QUÉBEC

TITRE: L'informatique stratégique: les opportunités qu'elle offre aux entreprises et le rôle des vérificateurs
DATE: Le mercredi 17 avril 1991
HEURE: De 8 h 30 à 17 h 30
LIEU: Centre des Congrès de Québec
900, Autoroute Dufferin
Réservation: Secrétariat de la Fédération
de l'informatique du Québec (F.I.Q.)
692-0248

LES 3 FONT LE MOI

3 MOIS À 99\$

L'OFFRE PREND FIN LE 3 MAI

COMPOSEZ LE 1-800-EN-FORME

Nautikus

Y'a pas de mal à se faire du bien.

Antienne-Lorette • Charlesbourg (Lebourgneuf) • Québec (Samuel-Holland)

995

Par mois. C'est votre seul coût pour posséder votre propre téléphone cellulaire

Louez un téléphone cellulaire (choix entre le 17-1076 ou 17-8003) et activez-le dans le programme de Cantel Plus pour 36 mois. À l'expiration des trois ans — LE TÉLÉPHONE VOUS APPARTIENT! Fonctions de chaque téléphone:

- Capacité 832 canaux
- Affichage à LCD
- Puissance 3 watts
- Mémoire 30 numéros
- Mains libres
- Verrou électronique
- Combiné va sur plancher ou planche de bord

Nous avons vraiment tout simplifié pour vous! Le prix de location comprend: l'installation et une antenne cellulaire (17-8104).

CANTEL AGENT AGRÉÉ

Hâtez-vous!
L'offre expire le 31 mai 1991

DIVISION INTERTELE CANADA LTÉE

Radio Shack

Disponibles dans tous les magasins Radio Shack de l'Ontario et du Québec

Les frais mensuels de location de \$9.95 s'appliquent tant que la location demeure avec Cantel et que le compte reste à jour. Pour \$24.95 par mois, vous pouvez obtenir 30 minutes d'appels sans frais pendant douze mois et l'utilisation mobile pour une période de trois mois sans frais.

En Bref

Vol de beurre

BEAUPORT — Vers 17 h hier, des policiers de Beauport ont pris sur le fait deux individus qui tentaient d'écouler dans un bar de la localité le stock qu'ils venaient tout juste de voler au magasin Héritage de la rue d'Estimauville, soit quatre boîtes de beurre, un butin estimé à plus de 500 \$. Les comparses doivent comparaître ce matin au palais de justice. Par ailleurs, un malfaiteur la tête recouverte d'un bas de nylon et simulant une arme a mis la main sur le tiroir-caisse d'un dépanneur, à l'angle de la 4^e Rue et de la 4^e Avenue-est, place des Seigneurs à Charlesbourg, en milieu de soirée hier. Pour sa part, la Sûreté du Québec (métro) a déclenché une opération, un peu avant 22 h, dans l'espoir de cerner un individu le visage recouvert d'une cagoule et pointant un couteau qui a commis un vol chez un dépanneur de Notre-Dame des Laurentides.

VOS ANNONCES CLASSÉES DU SOLEIL

DE L'ARGENT

SONNANT
647-3311

LE SOLEIL
IL BRILLE POUR TOUT LE MONDE